



Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?

Rapport Afrique N°276 | 28 mai 2019

Traduit de l'anglais

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. La crise au centre du Mali	3
A. La Katiba Macina : un ancrage local fort ?	3
B. La violence intercommunautaire.....	6
C. Les limites de l'antiterrorisme et du développement	8
D. Briser le tabou	11
III. Obstacles au dialogue	13
A. Les revendications jihadistes sont-elles « exceptionnelles » ?.....	13
B. Les liens de la Katiba Macina avec des organisations jihadistes transnationales.....	15
C. Résistances intérieures et réticences étrangères	18
IV. Dialoguer avec les jihadistes au centre du Mali	20
A. Négociations locales.....	20
B. Accès humanitaire	21
C. Le débat religieux.....	23
V. Les deux approches du gouvernement.....	26
A. Dialogue politique et intercommunautaire	26
B. Le désarmement et le dialogue intercommunautaire	28
VI. Options de dialogue pour sortir de l'impasse.....	30
A. S'efforcer de nouer le contact avec la Katiba Macina	30
B. Un dialogue plus inclusif pour le centre du Mali.....	32
VII. Conclusion	34
ANNEXES	
A. Evolution de la violence au centre du Mali (2015-2018)	35
B. A propos de l'International Crisis Group	36
C. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2016	37
D. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	39

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? La guerre dans le centre du Mali est dans l'impasse, l'Etat ne pouvant vaincre par la force les insurgés jihadistes. L'insurrection et les opérations militaires pour la combattre ont exacerbé la violence intercommunautaire. En conséquence, certains Maliens appellent à des négociations entre le gouvernement et les chefs jihadistes.

En quoi est-ce significatif ? Les appels au dialogue se heurtent aux résistances du gouvernement, de ses alliés étrangers et de segments de la société malienne, qui excluent tout compromis avec les jihadistes, eux-mêmes réticents au dialogue. Pourtant, les exemples de négociations de compromis locaux et sur l'accès humanitaire montrent que les jihadistes peuvent être pragmatiques.

Comment agir ? L'Etat devrait mandater des chefs religieux pour tenter de discuter avec les jihadistes, en vue notamment de conclure un cessez-le-feu et d'atténuer les violences contre les civils. Il devrait aussi parrainer un dialogue entre les Maliens du centre, y compris les sympathisants des jihadistes, sur les griefs qui sous-tendent l'insurrection.

Synthèse

Les opérations militaires visant à vaincre l'insurrection jihadiste de la Katiba Macina dans le centre du Mali sont dans l'impasse et le conflit alimente une violence intercommunautaire de plus en plus meurtrière. Certains Maliens appellent donc le gouvernement à ouvrir un dialogue politique avec les insurgés. De tels pourparlers se heurtent à de sérieux obstacles : la Katiba Macina semble peu disposée aux compromis ; elle a des liens avec des réseaux jihadistes liés à al-Qaeda ; et l'idée même d'un dialogue suscite l'opposition de nombreux Maliens et des puissances étrangères. Néanmoins, les habitants du centre du Mali, les acteurs humanitaires et les responsables religieux prennent souvent contact avec le groupe pour négocier des compromis locaux, un accès humanitaire ou discuter de la doctrine religieuse, ce qui montre que les insurgés peuvent faire preuve d'un certain pragmatisme. Les chances de vaincre la Katiba Macina par les armes étant minces, les autorités maliennes devraient donner aux chefs religieux les moyens d'initier des pourparlers avec ses dirigeants tout en encourageant un dialogue plus large entre les communautés du centre du Mali, y compris celles qui sont favorables à l'insurrection.

Depuis 2015, la Katiba Macina a établi une présence forte au centre du Mali, en s'emparant de vastes zones rurales et en chassant les autorités de l'Etat. Le chef du mouvement, Hamadoun Koufa, a obtenu des soutiens locaux, en particulier – mais pas exclusivement – des éleveurs de l'ethnie peul et des élèves des écoles coraniques, en donnant aux griefs socioéconomiques et politiques une dimension religieuse. Dans les zones sous son contrôle, le groupe a mis en place une forme de système judiciaire et procuré un relatif sentiment de sécurité en rompant avec les pratiques d'un Etat prédateur. Les attaques de la Katiba Macina et les opérations militaires menées contre elle ont attisé les clivages préexistants entre les communautés locales, ce qui a entraîné la prolifération des milices d'autodéfense et des affrontements intercommunautaires qui font désormais plus de victimes que les combats entre jihadistes et forces de sécurité. Le centre est aujourd'hui la zone du Mali la plus frappée par les violences, en particulier celles qui touchent les civils. Alors que le coût de la guerre augmente, des activistes, des responsables politiques et des chefs religieux multiplient les appels au dialogue entre le gouvernement malien et les dirigeants de la Katiba Macina.

Un tel dialogue se heurte à des obstacles majeurs. Pour l'instant, les hauts responsables maliens comme les dirigeants jihadistes le rejettent. A première vue, les aspirations des jihadistes – le renversement de l'Etat et des institutions démocratiques du Mali, leur remplacement par un système théocratique inspiré par leur interprétation de la Charia et la rupture des relations entre le Mali et ses partenaires occidentaux – laissent peu de place au compromis. Les liens de la Katiba Macina avec le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une coalition jihadiste qui a fait allégeance à al-Qaeda, réduisent probablement sa marge de manœuvre pour dialoguer avec des responsables maliens. Les élites laïques maliennes, les érudits musulmans soufis, les groupes de défense des droits humains et les associations de victimes craignent que des pourparlers avec les jihadistes ne conduisent à des compromis sur la place de l'islam dans la vie publique. Les communautés du centre du Mali qui ont

souffert de leur présence résisteraient probablement aussi à des négociations. Certains pays occidentaux, en particulier la France et les Etats-Unis, s'opposent à cette idée. Aucune puissance extérieure ne la soutient explicitement.

Malgré ces défis, des acteurs étatiques ou non ont régulièrement pris contact avec la Katiba Macina au cours des quatre dernières années. Des responsables maliens ont conclu des accords pour la libération d'otages. Des chefs de communautés locales, des organisations humanitaires, y compris occidentales, et des responsables religieux ont discuté avec le groupe de sa gouvernance locale, de l'accès humanitaire aux zones sous son contrôle et du bien-fondé de son discours. L'initiative du gouvernement malien, qui avait chargé des chefs religieux et traditionnels d'explorer la possibilité de compromis avec les jihadistes, semblait prometteuse. Ces contacts se sont déroulés pour la plupart à l'échelle locale et avaient des objectifs limités ; jusqu'à présent, ils n'ont pas cherché à instaurer des cessez-le-feu ou d'autres moyens de réduire le niveau de violence, et encore moins à rétablir la paix. Mais ils ont révélé un certain pragmatisme chez les insurgés de la Katiba Macina, suggérant que même si les chances de succès sont minces, le dialogue avec le groupe vaut la peine d'être tenté.

Le gouvernement malien devrait envisager deux voies de dialogue avec les jihadistes du centre du Mali et leurs partisans :

- La première consisterait à mandater un groupe d'érudits musulmans, y compris les trois personnalités religieuses qu'Hamadoun Koufa s'est déclaré disposé à rencontrer. Ces érudits pourraient chercher à nouer le contact avec Koufa ou avec ses proches, pour explorer d'abord les moyens de réduire les violences contre les civils, par exemple à travers des cessez-le-feu locaux. Ils pourraient aussi discuter de l'éventuel retour de certains responsables de l'Etat, en particulier ceux chargés des services d'éducation et de santé que les communautés réclament, dans des zones sous contrôle jihadiste. Ils pourraient ensuite être en mesure de travailler sur des propositions de réforme politique et religieuse ou d'ouvrir un canal par lequel les responsables de l'Etat pourraient dialoguer avec les dirigeants jihadistes.
- La seconde impliquerait un dialogue plus global entre les communautés du centre du Mali visant à établir une conception commune des causes de la violence et des moyens d'y faire face. Ce dialogue n'inclurait pas nécessairement les jihadistes eux-mêmes, mais il devrait impliquer des groupes qui ont tendance à les soutenir, notamment des représentants des nomades peul et des élèves des écoles coraniques. Compte tenu de la faiblesse chronique de l'Etat au centre du Mali, le dialogue devrait examiner ce qu'impliquerait son retour dans la région, notamment en termes de régulation de l'accès aux ressources naturelles, de rétablissement de la sécurité et du système judiciaire au niveau local, de représentation politique, et d'amélioration du système éducatif tant francophone que coranique. Une première étape consisterait pour le président du Mali à nommer un envoyé spécial pour définir les modalités concrètes d'un tel dialogue, compte tenu notamment de l'effondrement des institutions de l'Etat dans certaines parties du centre du Mali.

Explorer ces pistes n'implique pas de mettre fin aux opérations militaires. De fait, le dialogue doit s'inscrire dans le cadre d'un plan global pour le centre du Mali qui comprendrait des pressions militaires, des mesures d'aide au développement et des

efforts pour désarmer les milices d'autodéfense et les militants jihadistes. Mais une telle approche nécessiterait un changement de cap, la force devant être utilisée parallèlement aux efforts visant à amener les dirigeants de la Katiba Macina à la table des négociations, plutôt que dans le vain espoir de défaire le mouvement sur le champ de bataille.

Dakar/Bruxelles, 28 mai 2019

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?

I. Introduction

Du 27 mars au 3 avril 2017, des centaines de représentants des dix régions du Mali ont participé à une Conférence d'entente nationale pour promouvoir la paix et la réconciliation dans ce pays déchiré par la guerre. Dans leur rapport final, les délégués ont exhorté le gouvernement malien à ouvrir le dialogue avec les insurgés jihadistes, en particulier Iyad ag Ghaly, un rebelle touareg devenu chef du Jama'at Nusratul al-Islam wal Muslimine (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM), une coalition de groupes jihadistes formée en 2017, et Hamadoun Koufa, chef de la Kati-ba Macina, membre du GSIM. Parmi les dizaines de recommandations formulées par les délégués, celle-ci a été l'une des plus remarquées. Depuis des années, les autorités maliennes rejettent, au moins officiellement, l'idée d'un dialogue avec ces groupes. La recommandation des délégués ne les a pas fait changer d'avis. Quelques semaines après la conférence, des responsables maliens, dont le président Ibrahim Boubacar Keïta, ont réitéré leur position : « pas de dialogue avec les terroristes ».¹

Le gouvernement malien et ses partenaires étrangers aspirent depuis longtemps à vaincre les jihadistes, qui combattent désormais principalement sous la bannière du GSIM ou d'un autre groupe qui se fait appeler Etat islamique dans le Grand Sahara. Depuis plusieurs années, l'armée malienne mène des opérations dans ce but, aux côtés des troupes françaises de l'opération Barkhane, des soldats des Etats voisins réunis au sein de la force conjointe du G5 Sahel et avec le soutien des forces de la mission de stabilisation des Nations unies (Minusma). Pourtant, pendant des années, les groupes jihadistes sont non seulement restés forts, mais ils ont aussi conquis de nouveaux territoires. Cette expansion s'est ralentie, voire arrêtée : les forces gouvernementales et les jihadistes semblent aujourd'hui enlisés dans un pénible face-à-face, les deux parties subissant de lourdes pertes sans gagner du terrain. Cette confrontation alimente néanmoins des conflits intercommunautaires encore plus meurtriers. L'appel au dialogue de 2017 a été lancé en réaction non seulement à l'échec des opérations militaires pour rétablir la paix, mais aussi à l'escalade générale de la violence à laquelle les opérations militaires ont largement contribué.

Les responsables maliens ne sont pas les seuls à s'opposer au dialogue. Leurs partenaires étrangers, en particulier la France et les Etats-Unis, n'y sont pas favorables non plus.² Les dirigeants jihadistes eux-mêmes rejettent le dialogue, du moins sur le

¹ Voir aussi « Mali : polémique autour d'un éventuel dialogue avec les jihadistes », RFI, 24 mai 2017. Dans un entretien l'année suivante, Keïta a répété qu'il n'était « pas question de négocier avec les jihadistes ». « Ibrahim Boubacar Keïta : "Pas question de négocier avec les djihadistes" », *Le Monde*, 23 février 2018.

² Lors d'une visite au Mali en avril 2017, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Jean-Marc Ayrault, a répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur la possibilité d'un dialogue : « Comment négocier avec les terroristes ? C'est un combat sans ambiguïté ». Reuters, 7 avril 2017. Interrogé sur la position américaine quant au dialogue avec les jihadistes au Mali, un diplomate

plan rhétorique. En août 2017, Hamadoun Koufa a refusé une invitation à des pourparlers de paix. Dans un enregistrement audio largement diffusé, il a déclaré :

Quel dialogue ? Sur quoi allons-nous négocier lors de ce dialogue ? Dieu peut-il se négocier ? Dieu ne se négocie pas. ... Soit nous l'emportons et faisons prévaloir la volonté de Dieu, soit nous mourons.³

Face à cette réticence générale, rien ne permet de savoir si les deux parties accepteraient un jour de discuter ou sur quoi les discussions pourraient porter.

Ce rapport s'intègre dans une série d'analyses sur les outils qui pourraient permettre d'enrayer la propagation du jihad armé et d'endiguer la violence dans les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. S'appuyant sur le récent rapport de Crisis Group consacré à la frontière entre le Mali et le Niger, il se concentre sur le centre du Mali, région où de nombreux acteurs, des communautés aux autorités étatiques en passant par les érudits religieux et les ONG, évoquent la possibilité d'un dialogue.⁴ Il analyse les revendications et la structure organisationnelle de la Katiba Macina, le mouvement jihadiste dominant au centre du Mali, ainsi que les contraintes auxquelles est confronté le gouvernement malien, pour déterminer en particulier si des interactions, sous des formes diverses, avec les groupes jihadistes pourraient contribuer à atténuer le conflit, à renforcer l'autorité de l'Etat et à rétablir la paix. Le rapport s'intéresse aux modalités concrètes d'un tel dialogue, aux questions qu'il pourrait aborder, aux objectifs qu'il pourrait atteindre et aux acteurs qui pourraient le faciliter.

américain en poste à Bamako a confirmé que la position officielle des Etats-Unis excluait tout dialogue. Entretien de Crisis Group, diplomate américain, avril 2019.

³ Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 21 août 2017.

⁴ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°261, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12 juin 2018.

II. La crise au centre du Mali

Au cours des quatre dernières années, la Katiba Macina a affirmé sa présence dans le centre du Mali. Les insurgés ont chassé les autorités de l'Etat d'une grande partie du territoire, fermé des écoles publiques, et tenté, avec des résultats mitigés, de remplacer l'Etat en fournissant quelques biens et services de base. Le gouvernement et ses partenaires étrangers ont intensifié les opérations militaires contre le groupe pour restaurer l'autorité de l'Etat. Jusqu'à présent, bien que ces opérations aient renforcé la présence de l'Etat dans les villes et enrayer l'avancée des jihadistes, elles n'ont pas permis de contrer leur influence dans les zones rurales. L'insurrection jihadiste comme les opérations de l'armée contre les insurgés alimentent des violences intercommunautaires qui font de nombreuses victimes.

A. La Katiba Macina : un ancrage local fort ?

Début 2015, alors que le gouvernement malien et ses alliés internationaux concentraient leurs efforts sur la lutte contre les insurgés islamistes dans le Nord du pays, les insurgés ont ouvert un nouveau front dans la région centrale de Mopti.⁵ Hama-doun Koufa, prédicateur et compagnon d'Iyad ag Ghaly, a appelé au jihad contre l'Etat, lançant le mouvement désormais connu sous le nom de Katiba Macina.⁶ En l'espace d'un an, le groupe a chassé l'armée malienne et les autorités de l'Etat de nombreuses zones de Mopti et établi son bastion dans le delta intérieur du Niger, les zones humides fluviales et la plaine inondable du fleuve.⁷ Son influence s'est étendue à une grande partie de la région de Mopti et à certaines zones de la région voisine de Ségou.

La Katiba Macina plonge ses racines dans la crise de 2012 au Mali. A l'époque, les jihadistes et les séparatistes arabo-touareg ont expulsé l'armée des régions septentrionales de Kidal, Gao et Tombouctou. Les jihadistes se sont ensuite retournés contre leurs anciens alliés rebelles et ont, pendant près d'un an, pris le contrôle des principales villes de ces régions. De nombreux habitants du centre du Mali – en particulier de sa partie septentrionale où l'ethnie peul est prédominante – se sont enrôlés dans des mouvements jihadistes, notamment le Mouvement pour l'unicité et le jihad (Mujao), dont le bastion était situé à Gao, et le mouvement Ansar Eddine d'ag Ghaly, qui occupait Kidal et Tombouctou. Les motivations des recrues étaient diverses. Pour certains, le goût de l'aventure ou l'appât du gain ont joué un rôle déterminant. D'autres ont rejoint ces mouvements pour obtenir des armes et une formation militaire qu'ils ont pu utiliser pour protéger leurs communautés dans un

⁵ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°238, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, 6 juillet 2016.

⁶ Au début de l'insurrection, les médias l'ont souvent appelée Front de libération du Macina. Les jihadistes, quant à eux, n'ont jamais utilisé ce nom. Les populations locales font référence aux jihadistes sous divers sobriquets, y compris *yimbé laddé* et *bahee* ou *pilki*, respectivement « hommes de la brousse », « hommes barbus » et « hommes enturbannés » en fulfulde. Pour plus d'informations sur Iyad ag Ghaly, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°189, *Mali : éviter l'escalade*, 18 juillet 2012.

⁷ Rapport de Crisis Group, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, op. cit.

contexte d'effondrement général de l'ordre public.⁸ En 2013, à la suite d'une intervention française qui a mis en déroute les jihadistes dans les villes du Nord, de nombreux combattants du centre du Mali sont rentrés chez eux, mais l'armée les a poursuivis.⁹ A partir de 2015, ils se sont rassemblés pour lancer une nouvelle insurrection.

Pour s'implanter et recruter, ils ont exploité les fractures sociales et les récriminations locales, comme le ressentiment généralisé à l'égard d'un Etat prédateur et le sentiment de persécution des éleveurs face à la gestion des ressources par le gouvernement et à la raréfaction des terres pastorales liée à l'expansion agricole. Ils ont instrumentalisé les tensions sociales propres aux Peul du centre, notamment entre sous-groupes sédentaires et nomades, et entre Peul dits « autochtones » et ceux issus des zones exondées, qui se disputent l'accès aux pâturage.

Aussi importants que soient ces griefs sociopolitiques, c'est la capacité d'Hamadou Koufa à leur donner une résonance religieuse qui semble avoir permis à son mouvement d'emporter le soutien de larges segments de la population. Le discours islamique de Koufa rappelle la Diina, un mouvement politico-religieux du dix-neuvième siècle fondé par Sékou Amadou, un marabout peul dont le jihad a mené à la création en 1818 de l'Etat du Macina – dissous en 1862 – et à la consolidation de l'hégémonie peul dans cette région. Aujourd'hui encore, de nombreux Peul du centre du Mali considèrent l'époque de la Diina comme leur âge d'or. Certains de ceux qui soutiennent Koufa considèrent son soulèvement comme un moyen de le rétablir. Le discours de Koufa a également attiré de nombreux étudiants des écoles coraniques, un segment important de la société au centre du Mali, qui est longtemps resté en marge des luttes politiques. Les étudiants semblent avoir trouvé dans l'insurrection un moyen de s'affirmer.

Cela dit, tous les membres de la Katiba Macina ne se sont pas enrôlés de plein gré. Les dirigeants jihadistes forcent souvent les familles du delta intérieur à y inscrire leurs enfants sous peine de sanctions.¹⁰ Les commandants de zones ou les sympathisants peuvent inciter leurs jeunes parents à rejoindre le mouvement, ce qu'ils ne font parfois qu'à contrecœur.¹¹

Contrairement à de nombreux mouvements jihadistes, la Katiba Macina n'a pas d'aile politique, mais une direction unique – qui gravite autour de Koufa – justifiant toute action par un argumentaire religieux. Koufa lui-même a beaucoup d'autorité. Son charisme, sa relative connaissance de l'islam et ses liens avec ag Ghaly font de lui le chef incontesté du mouvement. Son cercle rapproché comprend ses disciples de la première heure et des prédicateurs islamiques qui l'ont rejoint plus tard. Un

⁸ Voir Boukary Sangaré, « Le centre du Mali : épice de djihadisme ? », Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 20 mai 2016.

⁹ Rapport de Crisis Group, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, op. cit.

¹⁰ Entretiens de Crisis Group, résidents de Toguéré Coumbé, Ouro Modi et Sare Seini, Mopti, janvier 2019.

¹¹ Un ancien membre de la Katiba Macina ayant fait défection a déclaré : « Je travaillais dans le magasin de mon oncle à Diafarabé, dans le cercle de Ténenkou. En 2016, mon oncle a fermé sa boutique et a commencé à voyager tandis que je restais à la maison. Un jour il m'a emmené avec lui à Ouro Modi, puis à Ténenkou, où il m'a présenté au *yimbé laddé*. J'étais chargé d'acheminer le carburant de la ville au *markaz*. C'est comme ça que je me suis retrouvé dans le groupe. En 2018, mon oncle a été arrêté et emprisonné à Bamako. Je me suis enfui à Konna, dans la région de Mopti ». Entretien de Crisis Group, ancien membre de la Katiba Macina, Mopti, février 2019. Un cercle est une division administrative au Mali. Chaque région est subdivisée en cercles.

conseil consultatif (*Majlis al-choura*) discute des décisions importantes, y compris la libération ou l'exécution des otages et des prisonniers.

En tant que force armée, la Katiba Macina se compose d'un noyau de combattants qui ont reçu une formation militaire et vivent dans la brousse. Ces *yimbé laddé* (« hommes de la brousse » en fulfulde), comme les appelle la population locale, peuvent compter sur leurs sympathisants dans les villages pour obtenir un soutien matériel et logistique, ainsi que des renseignements. Ceux-ci sont parfois qualifiés de « cellules dormantes ». Ils servent souvent d'intermédiaires entre les *yimbé laddé* et d'autres acteurs, qu'il s'agisse de résidents ou d'ONG humanitaires cherchant à travailler dans des zones sous contrôle jihadiste. Alors que seuls les hommes peuvent être *yimbé laddé*, les femmes jouent un rôle majeur au sein des cellules dormantes, en aidant à recueillir des renseignements, à faciliter le recrutement et en approvisionnant les combattants dans la brousse.¹²

La Katiba Macina fonctionne de manière décentralisée mais dispose d'une chaîne de commandement bien organisée. Outre son noyau dans le delta intérieur, le groupe comprend de nombreuses unités, chacune appelée *markaz* (« centre », en arabe), disséminées dans le centre du Mali. Chaque *markaz* a un chef, l'*amirou markaz*, assisté d'un commandant militaire, d'une *choura* (conseil consultatif), et d'un *qadi* (« juge », en arabe).¹³ Chaque *amirou markaz* siège en principe au sein du *Majlis al-choura* (conseil consultatif) principal du mouvement, qui est dirigé par Koufa et comprend d'autres prédicateurs islamiques.

Chaque *markaz* exerce son autorité sur sa zone, souvent en collaboration avec les notables locaux, mais la direction de la Katiba Macina semble prévaloir sur l'ensemble. Des transfuges de la Katiba Macina et d'anciens otages rapportent que chaque *amirou markaz* rend compte des décisions prises au niveau local au commandement central de la Katiba.¹⁴ Cela dit, on ne sait pas exactement comment cela fonctionne en pratique ni de quel degré d'autonomie dispose chaque *markaz*. Il semble, par exemple, que les *markaz* hors du delta intérieur bénéficient de plus d'autonomie que les autres.¹⁵ Par ailleurs, un certain nombre de groupes affiliés ayant des liens plus ou moins forts avec le noyau de la Katiba opèrent également autour du delta, notamment dans le Haïre (cercle de Douentza), le Séno (cercles de Koro Bankass et Bandiagara), Kareri, Méma et Farimaké.¹⁶

Le commandement fort de la Katiba et sa rigidité idéologique représentent un obstacle dans la lutte contre l'insurrection, mais un éventuel atout pour ceux qui chercheraient à ouvrir le dialogue. D'un côté, les efforts pour rétablir la paix sans inclure Koufa pourraient bien s'avérer – et se sont d'ailleurs révélés jusqu'ici – inefficaces. Il semble aussi peu probable que pousser des commandants de niveau intermédiaire ou même des *markaz* entiers à faire défection suffise à affaiblir le mouve-

¹² Entretiens de Crisis Group, sympathisants jihadistes du cercle de Ténenkou, Mopti, février 2019.

¹³ Souvent, l'*amirou markaz* est un érudit musulman qui remplit aussi les fonctions de juge. Les simples jihadistes dans chaque *markaz* viennent généralement des villages alentours. Les *markaz* varient en taille et en importance, quelques-uns, comme ceux de Dialloubé et Guelédié, respectivement dans les cercles de Mopti et Ténenkou, étant considérés comme les plus influents dans le delta.

¹⁴ Entretiens de Crisis Group, transfuges et anciens otages de la Katiba Macina, janvier-février 2019.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Voir la carte à l'annexe A.

ment de manière significative. Mais, d'un autre côté, le fait que le mouvement obéisse à une chaîne de commandement organisé et respecté signifie que l'Etat aurait un interlocuteur crédible et faisant autorité s'il parvenait à établir le contact avec Koufa lui-même.

B. *La violence intercommunautaire*

L'insurrection jihadiste au centre du Mali alimente une violence intercommunautaire de plus en plus meurtrière. Cette violence trouve son origine dans le mélange historique de compétition et de collaboration entre groupes ethniques pour l'accès aux ressources naturelles. Peul, Bambara, Dogon, Bozo et d'autres groupes, qui partagent les mêmes terres et ressources halieutique, ont des activités – agriculture, pêche et élevage – qui peuvent coexister mais aussi entrer en conflit, par exemple lorsque les agriculteurs cherchent à cultiver des terres auparavant utilisées comme pâturages pour le bétail.¹⁷ Les tensions se sont exacerbées au cours des dernières décennies, à mesure que les populations humaines et animales prospéraient et que les ressources naturelles diminuaient en raison des changements environnementaux.¹⁸ Les bandits errent chaque jour davantage dans les campagnes à cause de l'érosion des moyens de subsistance traditionnels. De plus en plus d'habitants du centre du Mali apprennent à manier les armes pour survivre.¹⁹

L'insurrection jihadiste découle de rivalités intra- et interethniques. Les communautés sont elles-mêmes divisées en fonction du statut social (nobles, serfs ou esclaves) ; du mode de vie sédentaire ou nomade ; ou encore de l'origine autochtone ou étrangère. Ces clivages engendrent aussi des tensions en matière de représentation politique et d'accès aux ressources, ce qui entraîne régulièrement des violences intracommunautaires à plus ou moins grande échelle.

Si l'insurrection jihadiste découle en partie de ces clivages, les opérations de l'armée contre elle, et l'insurrection elle-même, les approfondissent également, aggravant ainsi le contexte d'insécurité généralisée. Bien que la Katiba Macina s'attaque principalement à l'armée et aux autres institutions de l'Etat, les insurgés ciblent aussi les civils qu'ils accusent de collaborer avec les forces de sécurité. La prédominance des Peul parmi les jihadistes confère une dimension ethnique à l'insurrection et a incité les membres d'autres groupes ethniques, notamment les Bambara et les Dogon, à créer des milices d'autodéfense appelées *dozo* ou *donso* (« chasseurs » en bambara) en

¹⁷ Dans l'imaginaire populaire, chacun de ces groupes est spécialisé dans une activité donnée. Les Peul sont des éleveurs, les Bambara et les Dogon des agriculteurs, et les Bozo des pêcheurs. En réalité, certains sous-groupes peul pratiquent l'agriculture, et des Dogon, des Bambara et des Bozo possèdent aussi du bétail.

¹⁸ Voir Marie Brossier, Cédric Jourde et Modibo Ghaly Cissé, « Le Centre du Mali : relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (région de Mopti) », Centre FrancoPaix, Université du Québec à Montréal, mai 2018. Sur le bétail, voir Matthew Turner, « Capital on the Move: The Changing Relation between Livestock and Labor in Mali, West Africa », *Geoforum*, vol. 50, n° 4 (septembre 2009). Sur les effets du changement climatique sur la compétition pour l'accès aux ressources, voir Leif Brottem, « Hosts, Strangers and the Tenure Politics of Livestock Corridors in Mali », *Africa*, vol. 84, n° 4 (novembre 2014).

¹⁹ Crisis Group a aussi observé ce phénomène à la frontière entre le Mali et le Niger. Rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, op. cit.

l'absence des forces de sécurité régulières.²⁰ Les *dozos*, traditionnellement armés de fusils de chasse, portent maintenant des mitraillettes. Jusqu'à récemment, les confrontations directes entre jihadistes et *dozos* étaient rares ; les *dozos* avaient plutôt tendance à réagir aux attaques jihadistes contre les villageois par des représailles aveugles contre les civils peul.²¹ Les affrontements directs deviennent plus fréquents à mesure que la violence s'intensifie et que les jihadistes revendiquent plus ouvertement une identité peul. Les milices *dozos* aident les troupes maliennes dans leur collecte de renseignements, bien que les violences contre les civils qui leurs sont attribuées aient récemment contraint l'armée à réduire sa coopération.²²

Le bilan humain des violences dans la région de Mopti n'a cessé de s'alourdir depuis le début de l'insurrection, avec des civils pris en étau. Entre 2015 et 2018, le nombre de victimes du conflit a plus que décuplé.²³ Plus d'un millier de personnes sont mortes, des centaines ont été blessées et des milliers d'autres ont été déplacées. Mopti est devenue la région la plus meurtrière du Mali ; on y dénombre près de la moitié des morts violentes du pays.²⁴

La Katiba Macina s'est d'abord gardée de s'identifier à une communauté, mais la situation a changé. Par le passé, le mouvement a mis l'accent sur son caractère pluriethnique et s'est concentré sur la lutte contre ce qu'il appelait les ennemis de la Charia.²⁵ Cependant, Koufa a récemment changé de discours pour revendiquer une identité peul et a appelé tous les Peul à rejoindre le jihad.²⁶ Il a lancé cet appel en ré-

²⁰ Dans les sociétés traditionnelles de langues mandées, les *dozos* sont des gardiens communaux et des chasseurs. A mesure que le conflit se développait, néanmoins, certains se sont éloignés de leur mission première pour devenir une sorte de milice. Voir Jean-Hervé Jézéquel, « Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique », Q&A de Crisis Group, 25 mars 2019.

²¹ Ibid.

²² Entretien de Crisis Group, officier de l'armée, Bamako, octobre 2018.

²³ Le nombre de victimes du conflit à Mopti était de 78 en 2015, augmentant à 114 en 2016, 292 en 2017 and 853 en 2018. Données d'ACLEED. Voir aussi la carte à l'annexe A.

²⁴ Récemment, plusieurs organisations de défense des droits humains ont documenté des dizaines d'actes de représailles/violence, principalement perpétrés par des *Dozos* contre des civils peul, et à un moindre (mais non négligeable) degré par des jihadistes principalement peul contre des villageois bambara et dogon. Voir « Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contre-terrorisme », FIDH & AMDH, novembre 2018 ; « "Avant, nous étions des frères". Exactions commises par des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali », Human Rights Watch, décembre 2018 ; « Situation of Human Rights in Mali: Report of the Independent Expert on the Situation of Human Rights in Mali », Assemblée générale des Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, janvier 2019.

²⁵ Boukary Petal, l'idéologue de la Katiba Macina qui se fait le plus entendre après Koufa, a déclaré dans un enregistrement audio : « Notre combat n'est pas un combat au nom des Peul, des Arabes, des Touareg ou des Bambara. Non ! Notre combat est un combat entre la foi et la mécréance, la démocratie et le livre d'Allah, l'idôlatrie et le monothéisme. ... On ne se bat pas pour que les Peul deviennent supérieurs aux Bambara. ... Tous les groupes ethniques doivent mettre leurs rivalités de côté, parce que nous n'avons rien à voir avec ça et nous ne voulons pas en entendre parler. Ils doivent cesser de se haïr ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2015.

²⁶ Dans un récent message, Koufa a déclaré : « Ô Peul! Vous avez vu dès le début de notre jihad et jusqu'à ce jour ce que les mécréants ont fait aux Peul : massacres et extermination au vu et au su de la France, des Nations unies et des Arabes. Les Français montent les autres contre les Peul parce que nous avons hissé le drapeau de l'islam et avons voulu nous soumettre à nouveau au jugement de Dieu (c'est lui le Tout Puissant) ». Il a ajouté : « mes frères peul, où que vous soyez, rappelez-

action à un débat qui faisait rage sur les réseaux sociaux où les Peul du Mali et de la diaspora s'élevaient contre la persécution de la communauté par d'autres groupes, créant un sentiment de solidarité peul transfrontalière. Koufa s'est emparé de ce sentiment non pas pour attiser les conflits ethniques, mais pour canaliser la colère contre la France, les forces du G5 Sahel et l'armée malienne, qu'il a désignées comme les réels ennemis des Peul.²⁷ Mais en endossant plus explicitement une identité peul, il risque d'associer davantage, dans l'esprit des autres communautés, tous les Peul à la violence de la Katiba Macina.

C. *Les limites de l'antiterrorisme et du développement*

Le gouvernement malien et ses partenaires étrangers, dont la France, ont privilégié une réponse militaire face à l'insurrection jihadiste dans le centre – et le Nord – du Mali, tout en admettant que d'autres mesures seront nécessaires pour rétablir la stabilité. Comme le dit un responsable malien, « la logique du gouvernement est simple : le terrorisme doit être combattu militairement, mais les causes du terrorisme doivent être traitées par la bonne gouvernance et le développement ».²⁸ Dans cet esprit, la stratégie officielle du gouvernement au centre du Mali prévoit à la fois une campagne militaire et de l'aide au développement. Cette stratégie fait partie du Plan de sécurisation intégré des régions du centre, présenté par le gouvernement en février 2017 mais lancé seulement un an plus tard. Le plan prévoit quatre étapes : reconquérir les territoires dont la Katiba Macina s'est emparée ; y réinstaller les responsables publics ; permettre le développement économique ; et, enfin, communiquer pour expliquer la stratégie aux habitants des zones touchées (deux initiatives supplémentaires, un programme de désarmement et un dialogue intercommunautaire, ont été ajoutés par la suite et sont examinés dans la section V).²⁹

En réalité, les efforts ont surtout porté sur la campagne militaire. Depuis le lancement du plan, le gouvernement a considérablement accru sa présence militaire dans

vous de cette parole, « venez soutenir votre religion » ». Voir la vidéo du GSIM, « Light or Heavy, March to Battle », 29 septembre 2018.

²⁷ Dans un enregistrement audio, Koufa a déclaré : « Le G5 est la légalisation du meurtre des Peul dans les pays qui en font partie. Le Mali a changé sa législation pour légaliser le massacre des Peul. Le Burkina Faso l'a aussi légalisé. ... A cause du G5 Sahel, le sang des Peul vaut moins que celui des animaux sauvages parce que les animaux sauvages sont, eux au moins, protégés par des gardes-forestiers ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, octobre 2018.

²⁸ Entretien de Crisis Group, ancien ministre malien, janvier 2019. Dans son discours devant le parlement le 7 janvier 2018, le Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga a déclaré : « Les campagnes militaires vont rapidement atteindre leurs limites si elles ne sont pas accompagnées par des mesures de nature politique pour ramener la cohésion, le consensus et le développement ». Primature du Mali, « Le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga à l'Assemblée nationale », 7 janvier 2018. La ministre de la Défense française Florence Parly a aussi reconnu les limites d'une approche militaire sur son compte Twitter en annonçant la mort présumée de Koufa. Elle a déclaré : « L'affaiblissement des groupes terroristes est essentiel pour envisager le retour des services publics, l'accès à l'éducation, la normalisation graduelle de la vie quotidienne. L'action militaire n'est efficace que si elle est suivie d'une politique de développement ». Tweet de Florence Parly, @Florence_Parly, ministre française des Armées, 10h46, 23 novembre 2018.

²⁹ « Plan de sécurisation intégré des régions du centre (PSIRC Mopti et Ségou) », République du Mali, ministère de la Sécurité et de la Protection civile, février 2017.

le centre, créant de nombreux postes dans les principales villes et villages (créant de fait des « villes de garnison ») des régions de Mopti et Ségou.³⁰ Ces opérations ont connu quelques succès au niveau local. Par exemple, dans certaines villes de garnison, les écoles ont rouvert leurs portes, l'administration de l'Etat revient progressivement et les activités économiques, y compris celles interdites par les jihadistes, reprennent lentement.

Outre les efforts de l'armée malienne, l'opération française Barkhane a aussi mené des raids antiterroristes sporadiques à Mopti. Barkhane n'a pas de présence officielle au centre du Mali, car elle concentre ses ressources plus au nord, en particulier à la frontière du Mali avec le Burkina Faso et le Niger. Entre mars 2017 et février 2019, elle a néanmoins conduit au moins six opérations à Mopti, combinant souvent des frappes aériennes et des actions terrestres, parfois en collaboration avec l'armée malienne.³¹ Certaines de ces opérations visaient les commandants de la Katiba Macina pour tenter de « couper la tête du serpent ».³² En novembre 2018, l'armée française a affirmé avoir tué Hamadoun Koufa lui-même dans le cercle de Youwarou. Quatre mois plus tard, cependant, Koufa est apparu dans une vidéo, apparemment sain et sauf.³³

D'autres forces étrangères jouent également un rôle. La force conjointe du G5 Sahel, composée d'unités de cinq pays sahéliens – Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad – avait son quartier général à Sévaré, dans la région de Mopti, jusqu'en juin 2018. Mais ce mois-là, une attaque jihadiste a détruit le bâtiment, forçant le commandement du G5 Sahel à s'installer à Bamako. La Minusma dispose aussi de deux bases dans la région de Mopti, à Sévaré et à Douentza.³⁴ Récemment, face à la recrudescence de la violence intercommunautaire, les forces de maintien de la paix des Nations unies ont intensifié leurs opérations, notamment dans les cercles

³⁰ Dans son discours devant l'Assemblée nationale, le Premier ministre Maïga a énuméré les nouveaux postes militaires dans les villes et villages de Mopti : Djenné, Diankabou, Sindégué, Kouakourou, Sokoura, Mondoro, Dialloubé, Toguere Koumbé, Diougouni et Konna. Ces nouveaux postes s'ajoutent à d'autres dans les capitales de districts, y compris Ténenkou et Youwarou. En augmentant le nombre de postes, les autorités espèrent parvenir à une meilleure couverture militaire au centre du Mali. Voir « Le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga à l'Assemblée nationale », *Primature du Mali*, 7 janvier 2018.

³¹ Les sorties de Barkhane comprennent les opérations Panga en mars-avril 2017, Bayard en avril 2017, Dague en mai-juin 2017 et Youwarou, Dialloubé 1, Serma et Dialloubé 2 entre novembre 2018 et février 2019. Pour plus d'informations, voir le site web de Barkhane.

³² Les personnalités visées étaient Yahia Aboul Hamman, le plus haut commandant d'al-Qaeda au Maghreb à Tombouctou ; Mouhamed Ould Nouni, dirigeant d'al-Mourabitoun ; Malick ag Wanasnat, bras droit d'Iyad ag Ghaly ; et Mohamed ag Almouner et Mansour ag AlKassim, commandants du GSIM et de l'Etat islamique au Grand Sahara, respectivement. Parly a annoncé la mort de Koufa à l'Assemblée nationale française. « Nous nous attaquons au haut de la pyramide, car c'est la meilleure façon d'affaiblir les bases du terrorisme ». « Questions au gouvernement 28/11/2018 », *Assemblée nationale française, La chaîne parlementaire*, 11 novembre 2018.

³³ « They Are Liars: Interview with Sheikh Muhammad Kufa », GSIM, vidéo.

³⁴ Le nouveau mandat de la Minusma, adopté le 28 juin 2018 (résolution 2423 des Nations unies) « prie la mission de revoir la hiérarchisation de ses actions et de ses ressources pour se concentrer sur les tâches politiques » et lui fixe comme priorité, notamment, de soutenir « le rétablissement et l'extension progressifs de l'autorité de l'État et de ses services ». « Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies 2423 (2018) », S/RES/2423 (2018), 28 juin 2018.

de Koro, Bankass et Bandiagara. Alors que le G5 Sahel se concentre sur la lutte contre le terrorisme, la Minusma se préoccupe avant tout de protéger les civils et de rétablir la présence de l'Etat. Jusqu'à présent, ni l'un ni l'autre n'a réussi à enrayer la violence au centre du Mali.

Si les opérations militaires ont contribué à rétablir l'autorité de l'Etat dans les villes de garnison, il est peu donc probable qu'elles parviennent à vaincre la Katiba Macina. Sous pression, les insurgés ont en effet fait preuve d'une grande agilité, rejoignant la brousse, où ils peuvent mieux se cacher, et adoptant des tactiques de guérilla comme des embuscades, des bombes en bordure de route et des mines. Tandis que l'armée malienne contrôle les villes et leur voisinage immédiat, les jihadistes ont la haute main sur les campagnes, érigeant des postes de contrôle sur les routes en zone rurale et effectuant des patrouilles fluviales. De cette manière, ils ont mis les villes de garnison en état de siège.³⁵ Ils ont placé des villages accusés de collaborer avec les forces de sécurité sous embargo, interdisant l'entrée et la sortie des personnes et des biens.³⁶ Ils ont également développé des réseaux qui leur permettent de contrôler des villages sans y avoir de présence physique, afin de s'exposer le moins possible à la répression militaire. Ils s'appuient enfin sur un système sophistiqué de collecte d'informations, composé de sympathisants dans les « cellules dormantes », pour récompenser les villageois qui se plient à leurs règles et sanctionner les dissidents.

Le volet développement de l'approche du gouvernement et de ses partenaires internationaux a sans doute eu encore moins de résultats que les opérations militaires. Le Plan de sécurisation intégré considère la fourniture de services comme un moyen d'améliorer la vie des communautés, de renforcer la légitimité de l'Etat et donc de saper progressivement le soutien aux insurgés, tandis que les opérations militaires les affaiblissent militairement.³⁷ En réalité, les projets de développement sont rares dans les zones contrôlées par la Katiba Macina. Les jihadistes ont tendance à autoriser la présence de groupes humanitaires mais à refuser l'accès aux agences de développement. Dans les rares cas où les agences peuvent fournir des services, rien ne semble indiquer qu'ils renforcent la légitimité de l'Etat malien, même lorsqu'ils bénéficient aux populations locales.³⁸ Dans l'ensemble, les chances d'améliorer la gouvernance locale et les mauvaises relations de l'Etat avec la société, qui sous-tendent l'insurrection, tout en menant des offensives militaires contre les insurgés semblent bien minces.

³⁵ Le 20 mars 2019, les jihadistes ont attaqué Dioura, une ville de garnison située dans le cercle de Ténenkou. Ils ont tué des dizaines de personnes, principalement des militaires, volé du matériel militaire et mis le feu au reste de la garnison.

³⁶ Les cas notables de villages sous embargo incluent Togoré-Coumbé dans le cercle de Ténenkou, Dialloubé dans le cercle de Mopti et Kouakourou dans le cercle de Djenné. Voir aussi la note de bas de page 83.

³⁷ Entretiens de Crisis Group, responsables maliens et étrangers impliqués dans le Plan de sécurisation intégré, Bamako, décembre 2018 and avril 2019.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, travailleurs humanitaires intervenant à Mopti, Dakar, Bamako et Mopti, décembre 2018 et janvier 2019.

D. *Briser le tabou*

Comme la défaite militaire de la Katiba Macina semble être devenue moins probable, l'idée d'ouvrir le dialogue avec elle a gagné du terrain. Un nombre croissant d'experts étrangers, dont Crisis Group, ont recommandé d'au moins tâter le terrain pour voir si des négociations pourraient venir compléter une action militaire.³⁹ Au Mali même, plusieurs activistes de la société civile, responsables politiques et intellectuels islamiques ont appelé dès 2012 les autorités à ouvrir le dialogue avec les jihadistes.⁴⁰ Le rapport d'avril 2017 de la Conférence d'entente nationale faisait écho à ces appels.⁴¹

Lors de la conférence, les partisans du dialogue ont invoqué divers arguments à l'appui de leur position.⁴² Certains ont présenté le dialogue comme un « choix pragmatique », étant donné que l'intervention militaire n'avait pas encore mis fin à l'insurrection. D'autres ont expliqué qu'il s'agissait d'un moyen pour le gouvernement d'affirmer sa souveraineté face aux pressions étrangères contre de telles initiatives. D'autres encore ont souligné que le dialogue avec les jihadistes devait être engagé par souci de cohérence, puisque les gouvernements maliens avaient ouvert des pourparlers avec les chefs des rébellions passées.⁴³

Bamako a en effet tenté de mettre fin aux insurrections successives par la négociation. Au cours des 30 dernières années, le Mali a connu trois périodes de soulèvement, de 1990 à 1996, de 2006 à 2009 et de 2012 à aujourd'hui, qui ont à chaque fois donné lieu à des accords de paix. Le dernier accord de ce type, l'accord de Bamako de 2015, conclu à la suite des opérations qui avaient évincé les jihadistes des villes du Nord début 2013 sous la houlette de la France, excluait officiellement ag Ghaly et les autres dirigeants jihadistes. Cela dit, certains groupes armés qui ont signé l'accord de Bamako entretenaient des liens étroits avec ag Ghaly ou d'autres jihadistes ; de nombreux combattants auparavant membres de groupes jihadistes ont rejoint des groupes armés signataires. Ceux qui sont favorables au dialogue avec les jihadistes estiment que si le gouvernement est prêt à parler aux séparatistes – en particulier à

³⁹ Jean-Hervé Jézéquel et al, « La France doit rompre avec la rhétorique martiale qui prévaut au Sahel », *Le Monde Afrique*, 21 février 2018. Voir aussi le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, op. cit.

⁴⁰ Une organisation à base communautaire appelée Amical Jawambe a lancé l'initiative de médiation Jam-e-Dina pour pousser les responsables politiques et les jihadistes à se mettre à la table des négociations (voir la section V). Des dirigeants peul ont également commencé à faire pression en faveur du dialogue. Aly Nouhoum Diallo, ancien président de l'Assemblée nationale et dirigeant d'une coalition d'associations peul nommée Coordination Pulaaku, a exhorté Koufa au dialogue. Tiébilé Dramé, chef du parti d'opposition Parena et actuel ministre des Affaires étrangères, a également appelé publiquement le gouvernement à ouvrir le dialogue. « Négociation avec les djihadistes : IBK entre la France et les Maliens », *Africone.com*, 26 avril 2017.

⁴¹ Parmi les partisans du dialogue à la Conférence figuraient des chefs religieux tels que Mahmoud Dicko, des organisations de la société civile telles que l'Association Adema, des chefs de l'opposition et des délégués du groupe armé Coordination des mouvements de l'Azawad. Entretiens de Crisis Group, participants à la Conférence d'entente nationale, octobre 2018 et janvier 2019.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid.

ceux qui ont eux-mêmes des liens étroits avec les jihadistes – il n’a aucune raison de ne pas parler aux jihadistes eux-mêmes.⁴⁴

Les autorités maliennes comme les dirigeants jihadistes restent pourtant opposés aux discussions. De nombreux responsables maliens considèrent les jihadistes comme des criminels « nihilistes » sans programme politique clair.⁴⁵ Certains insistent par principe sur le fait qu’il ne peut y avoir « aucune négociation avec les terroristes ». En face, les jihadistes les plus jusqu’au-boutistes considèrent le gouvernement malien non seulement comme illégitime mais comme infidèle. De nombreux insurgés, dont Hamadoun Koufa lui-même, n’exigent rien de moins que son renversement et son remplacement par un « Etat islamique ».⁴⁶ Entre ces deux extrêmes se trouve un éventail de responsables et d’insurgés qui, à des degrés divers, sont plus ouverts au dialogue. Mais jusqu’à présent, les attitudes les moins enclines au compromis l’ont emporté.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group, membre d’une organisation de la société civile présent à la Conférence d’entente nationale en 2017, janvier 2019.

⁴⁵ Un ancien ministre et membre de la coalition au pouvoir déclare : « Contrairement aux groupes séparatistes, qui ont des revendications territoriales, les jihadistes sont nihilistes. Ils veulent juste nous tuer. Diriez-vous à quelqu’un qui pose une bombe : “Veuillez retirer votre bombe ?” Nous connaissons les jihadistes depuis assez longtemps pour savoir que seule la force fonctionne avec eux. ... Parler avec Iyad serait une capitulation ». Entretien de Crisis Group, janvier 2019.

⁴⁶ Enregistrement audio que Crisis Group s’est procuré, août 2017. Voir aussi la note de bas de page 3.

III. Obstacles au dialogue

Trois éléments assombrissent les perspectives de dialogue avec la Katiba Macina : son programme idéologique et le soutien ambivalent dont elle bénéficie localement ; ses liens avec des organisations jihadistes transnationales ; et la forte résistance nationale et étrangère à l'ouverture de tels pourparlers.

A. *Les revendications jihadistes sont-elles « exceptionnelles » ?*

Contrairement aux mouvements séparatistes du Nord du Mali, la Katiba Macina n'a pas énuméré ses revendications politiques. Son discours, diffusé par le biais d'enregistrements audio et vidéo, ainsi que ses pratiques de gouvernance dans les zones sous son contrôle, révèlent pourtant que le mouvement veut promouvoir un changement profond dans les institutions de l'Etat et dans les relations que le Mali entretient avec ses partenaires internationaux.

La rhétorique du mouvement s'articule autour de trois idées, semblables à celles que défendent les jihadistes ailleurs dans le monde.⁴⁷ La première est que les institutions de l'Etat malien et le système de gouvernance démocratique dans son ensemble sont non islamiques et illégitimes. Il incombe à tous les musulmans de les renverser par la force et de les remplacer par une gouvernance théocratique fondée sur la Charia – telle que la Katiba Macina l'interprète.⁴⁸ Deuxièmement, l'Occident et les élites maliennes « occidentalisées », en particulier la France et les élites francophones, sont considérés comme des ennemis de l'islam. Ce sont donc des cibles légitimes, même si les autorités maliennes pourraient être épargnées si elles rompaient tout lien avec leurs alliés occidentaux.⁴⁹ Troisièmement, les insurgés pensent qu'ils représentent la forme la plus pure de l'islam et qu'ils doivent apprendre aux musulmans locaux à adopter leur approche plus stricte. Ils considèrent comme des apostats (*murtaddin*) les musulmans qui collaborent avec le gouvernement malien, ainsi que certains de leurs rivaux et critiques théologiques locaux.⁵⁰

Ce discours traduit des aspirations jihadistes qui, à première vue, laissent peu de chances au compromis avec l'Etat malien. L'Etat malien est profondément attaché à la laïcité (entendue comme la séparation du religieux et du politique), à une démo-

⁴⁷ Rapport spécial de Crisis Group N°1, *Exploiter le chaos : l'Etat islamique et al-Qaeda*, 14 mars 2016.

⁴⁸ Les jihadistes ont souligné le caractère impie de l'Etat malien dans plusieurs enregistrements audio. Ils ont souvent qualifié les responsables maliens de *taghout* (« idole » ou « faux dieu » en arabe). Koufa a donné des détails sur la position de la Katiba Macina dans un enregistrement. « Dieu nous a donné le pouvoir de combattre, sur ce territoire et en ce moment, les promoteurs de lois qui ne sont pas la loi de Dieu. Nous avons abandonné nos familles, nos parents et nos maisons. Nous avons fait tout cela pour que la loi de Dieu puisse prévaloir ». Il a ajouté : « Vous ne pouvez pas considérer ceux qui défendent des lois contraires à la loi de Dieu comme des musulmans ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2016.

⁴⁹ Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, août 2017.

⁵⁰ Koufa a qualifié les érudits musulmans qui ne sont pas d'accord avec lui de lâches et d'agents secrets français. Il a notamment déclaré : « Les wahhabites et les Da'awa ont préconisé le jihad, mais pourquoi ne s'engagent-ils pas maintenant ? Que devrions-nous conclure ? Soit ils ont peur, soit ils sont hypocrites ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2016. Il considère les musulmans qui acceptent les lois séculières comme des apostats. Mais il n'a pas appelé à des attaques indiscriminées contre ces musulmans.

cratie représentative fondée sur des élections et à des relations étroites avec les pays occidentaux, notamment la France.⁵¹ Les positions respectives de la Katiba Macina et de l'Etat sont si éloignées que de nombreuses personnes, d'un côté comme de l'autre, ne voient pas l'intérêt de dialoguer. Certes, le mouvement a fait preuve de pragmatisme. Son discours et son attitude ont évolué au fur et à mesure que le contexte local changeait. Comme nous le verrons à la section IV, les jihadistes doivent souvent concilier le respect de leur idéologie et la négociation de compromis pour éviter de s'aliéner ceux qu'ils cherchent à gouverner. Mais si les raisons qui poussent de nombreuses personnes à rejoindre la Katiba Macina – comme la raréfaction des terres pastorales, le comportement abusif des représentants de l'Etat ou encore le sentiment de marginalisation socioéconomique – ne sont pas religieuses, Koufa les inscrit dans un discours religieux qui complique la recherche d'un règlement négocié.⁵²

Alors que Koufa se présente comme un jihadiste et dit lutter pour l'établissement de la Charia au Mali, le succès de sa mobilisation au niveau local provient surtout de sa capacité à exploiter le profond mécontentement socioéconomique et politique au centre du Mali, et à combler le vide laissé par un Etat largement absent.⁵³ Au cours de ses premières années d'existence, en 2015 et 2016, la Katiba Macina s'est efforcée de fournir des biens de type services publics dans les territoires sous son emprise. En réalité, elle n'est parvenue qu'à trancher les querelles locales, à tenter de réguler l'accès à la terre, à l'eau et aux pâturages, et à lutter contre les vols de bétail.⁵⁴ Mais après des décennies de mauvaise gestion et d'abus de la part des autorités de l'Etat, et alors que le système judiciaire malien est corrompu et difficile d'accès pour les habitants des zones rurales, cela a suffi pour procurer aux jihadistes un certain soutien local.⁵⁵

En 2017, tandis que le mouvement consolidait son emprise sur de vastes territoires, les insurgés ont commencé à recueillir la *zakat*, l'aumône considérée par les musulmans comme un devoir religieux, et à imposer un code moral draconien prohibant plusieurs coutumes locales et restreignant sévèrement les libertés, en particulier celles des femmes et des jeunes. Ils ont interdit la pratique de la musique et du football, la consommation d'alcool et la mixité sociale entre les sexes. Ils ont imposé un code vestimentaire obligeant les femmes à se couvrir intégralement ; bien que la plupart des femmes du centre du Mali aient traditionnellement porté le foulard, il était rare qu'elles couvrent tout leur corps. Toutes les femmes ne rejettent pas un tel code vestimentaire ; de fait, certaines l'approuvent.⁵⁶ Mais beaucoup d'autres s'irri-

⁵¹ En 2013, lors de pourparlers de paix avec des groupes armés du Nord, y compris des jihadistes, le président Keïta a établi trois lignes rouges : 1) l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali ; 2) le caractère séculier de l'Etat ; 3) la stabilité du Sahel et du continent africain.

⁵² Dans le discours jihadiste, la frontière entre idéologie et intérêt est floue. Quand ils font du prosélytisme, les jihadistes disent que leurs idées émanent de Dieu, mais ils s'efforcent aussi de faire un lien entre ces idées et le bien-être de l'homme. La Charia n'est pas seulement la loi de Dieu, disent-ils, c'est aussi ce qui convient le mieux à l'humanité.

⁵³ Dans plusieurs de ses enregistrements audio, Koufa se présente lui-même ainsi que les recrues de la Katiba Macina comme des « jihadistes ». Dans son enregistrement audio d'août 2017, il déclare : « Nous, les jihadistes, n'attaquons que nos adversaires connus, les alliés de la France ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, août 2017.

⁵⁴ Entretiens de Crisis Group, habitants de Toguéré Coumbé, Ouro Modi et Sare Seini, Mopti, janvier 2019.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Ibid.

tent d'une exigence qui complique leurs activités quotidiennes comme le lavage des vêtements à la rivière et l'agriculture.⁵⁷ Les jihadistes ont également interdit aux femmes de voyager à moins d'être accompagnées de leur mari ou d'un parent de sexe masculin, ce qui a entravé la circulation des commerçantes autour des marchés ruraux. Ils ont souvent appliqué ce code de manière violente, notamment en fouettant, en enlevant et parfois en tuant les contrevenants.⁵⁸

L'observance souvent brutale de mœurs ultraconservatrices a dissipé une partie – mais pas la totalité – de la sympathie que les jihadistes avaient initialement engrangée.⁵⁹ Certes, une partie des habitants approuvent le concept de loi islamique stricte. Bon nombre d'entre eux apprécient toujours les mécanismes relativement fiables de règlement des différends mis en place, le rétablissement d'une forme de sécurité (en particulier les mesures sévères contre le vol de bétail) et le fait qu'ils aient chassé les fonctionnaires corrompus et prédateurs. De plus, depuis que l'armée malienne a commencé à regagner un peu de terrain, en 2018, les dirigeants locaux de la Katiba Macina semblent montrer plus de souplesse dans l'application de certaines règles. Pourtant, de nombreux Maliens du centre considèrent le joug de la Katiba Macina comme trop extrême et décalé par rapport aux coutumes locales, qu'une large partie de la population perçoit comme islamiques. En particulier, l'usage de la violence par les jihadistes suscite beaucoup d'appréhension.

Les aspirations idéologiques de la Katiba Macina et le soutien ambivalent dont elle bénéficie parmi la population du centre du Mali constituent un obstacle au dialogue. De nombreux habitants du centre du Mali s'opposeraient probablement à l'idée que les jihadistes parlent en leur nom. Si de nombreux pourparlers de paix impliquent des compromis avec des groupes impopulaires et violents, l'histoire récente de la Katiba montre qu'au moins certaines des réformes sociales qu'elle pourrait espérer négocier bénéficient tout au plus d'un soutien local limité. Même si l'Etat était enclin à faire de telles concessions – et rien ne le suggère –, il risquerait de se heurter à une forte résistance locale.

B. *Les liens de la Katiba Macina avec des organisations jihadistes transnationales*

Les liens transnationaux de la Katiba Macina sont un autre obstacle au dialogue. Contrairement à d'autres mouvements jihadistes au Mali comme al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) et l'Etat islamique au Grand Sahara – respectivement dirigés par des Algériens et des Sahraouis – la Katiba Macina est essentiellement autochtone. Toutes les figures clés du mouvement viennent du centre du Mali et exploitent les griefs locaux pour recruter. Pourtant, Hamadoun Koufa est officiellement sous la tutelle d'Iyad ag Ghaly, qui a prêté allégeance à al-Qaeda.

En mars 2017, Koufa est apparu dans une vidéo aux côtés d'ag Ghaly et de trois autres chefs jihadistes pour annoncer la fusion de leurs mouvements, notamment du

⁵⁷ Voir « La situation des femmes dans le Delta central du fleuve Niger (Mali) de 2015 à nos jours », Nomade Sahel (nomadesahel.org), 14 décembre 2018.

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, habitants de Toguéré Coumbé, Ouro Modi et Sare Seini, Mopti, janvier 2019.

⁵⁹ Ibid.

groupe Ansar Eddine d'ag Ghaly (la Katiba Macina est considérée comme en faisant partie), la branche sahélienne d'AQMI et la Katiba al-Mourabitoun, au sein de la coalition nommée Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).⁶⁰ Dans la vidéo, ag Ghaly, qui a pris la tête de la coalition, a annoncé son allégeance à l'Algérien Abdelmalik Droukdel, chef d'AQMI, ainsi qu'à Ayman al-Zawahiri, chef d'al-Qaeda, et par extension au dirigeant taliban Haibatullah Akhundzada (Zawahiri lui-même a prêté allégeance aux dirigeants talibans successifs).⁶¹ Ces connexions transnationales posent problème. Pour certains responsables maliens, des pourparlers politiques avec les membres d'un mouvement, al-Qaeda, qui, au moins sur le plan rhétorique, ne reconnaît aucune frontière et dit se battre pour l'établissement d'un califat mondial, n'ont guère de sens.⁶²

Le ton du discours de la Katiba Macina a changé à l'époque de son affiliation au GSIM et à al-Qaeda. En 2015, lorsque Koufa a établi la liste des ennemis de la Katiba Macina, il a pointé du doigt les responsables maliens considérés comme des oppresseurs, qu'ils soient militaires ou civils, étendant sa condamnation à ceux qui collaboraient avec eux.⁶³ Mais à partir de 2017, la rhétorique anti-française et les références à la lutte contre les « croisés » sont devenues prédominantes.⁶⁴ Cette évolution semble refléter en partie les liens de la Katiba Macina avec le GSIM, dont plusieurs composantes combattent la force française Barkhane. Il est à craindre que Koufa soit aujourd'hui moins disposé à négocier sur des revendications locales et qu'en tout état de cause, il ne puisse entamer le dialogue sans l'autorisation de chefs jihadistes qui s'inscrivent dans une logique transnationale. Koufa a en effet rejeté les offres de pourparlers avec les élites peul francophones, estimant qu'elles faisaient partie d'une conspiration française visant à localiser les bases des jihadistes et à évaluer leur force de frappe et leurs effectifs. Il a également déclaré que toute initiative de paix devait passer par ag Ghaly.⁶⁵

⁶⁰ Al-Mourabitoun est un groupe jihadiste né en 2013 de la fusion d'éléments de l'ancien Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) et d'al-Mulathamine, un autre mouvement alors dirigé par le jihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar. Al-Mourabitoun s'est scindé en 2015 en une faction pro-Etat islamique, qui est devenue plus tard l'Etat islamique au Grand Sahara, et une faction pro-al-Qaeda, qui a fusionné avec le GSIM.

⁶¹ Voir la déclaration fondatrice du GSIM, « And Hold On Firmly to the Rope of God Together and Do Not Become Divided », 2 mars 2017. Les dirigeants d'al-Qaeda – d'abord Oussama ben Laden et maintenant Ayman al-Zawahiri – ont toujours fait allégeance aux Talibans, dès la fondation d'al-Qaeda dans l'Afghanistan contrôlé par les Talibans.

⁶² Entretiens de Crisis Group, responsables maliens, Dakar et Bamako, novembre et décembre 2018.

⁶³ Enregistrement audio de Koufa que Crisis Group s'est procuré, « Comment interagir avec les civils », 2015.

⁶⁴ Dans un enregistrement audio datant probablement de 2018, Koufa a déclaré : « C'est la France et non le Mali qui est notre ennemi ». Il redéfinit même les ennemis locaux en tant qu'alliés de la France, qui refusent la Charia à la demande de la France. Il considère que le président malien lui-même a été choisi par la France. « La France est devenue Dieu », dit-il. Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2018.

⁶⁵ Dans un enregistrement audio de 2018, Koufa a déclaré : « Nous entendons beaucoup parler de Peul qui rencontrent la France, la Minusma et l'Etat malien pour faciliter le rétablissement de la paix entre nous et l'Etat malien. ... Nous voulons que vous compreniez : nous pouvons nous parler et vous pouvez négocier avec nous. ... [Mais] nous savons que vous venez collecter des informations sur nos positions, notre force humaine, nos armes et notre mode de commandement. Telle est la

Cela dit, il est difficile de déterminer le degré d'autorité d'ag Ghaly sur Koufa et d'attachement de ce dernier aux objectifs transnationaux. Depuis 2017, Koufa est apparu à deux reprises aux côtés d'ag Ghaly et de Yahya Abou el-Hammam, l'ancien commandant en chef d'al-Qaeda au Mali.⁶⁶ La qualité des récentes vidéos de la Katiba Macina et sa capacité à monter des attaques complexes, y compris la pose d'engins explosifs sur les axes routiers, suggèrent un transfert d'expertise du GSIM. Pourtant, même si elle est importante, l'autorité d'ag Ghaly semble avoir des limites.⁶⁷ L'adhésion de la Katiba Macina à la coalition du GSIM, qui a des objectifs transnationaux, dont l'établissement d'un califat, semble l'éloigner lentement de ses racines locales. Mais la récente ferveur de la rhétorique anti-française de Koufa est peut-être liée en premier lieu aux affrontements qui opposent de plus en plus fréquemment la Katiba Macina et les troupes françaises. Malgré les liens qu'il entretient avec al-Qaeda par l'intermédiaire d'ag Ghaly, les préoccupations locales restent au cœur de son discours. La participation de la Katiba Macina au GSIM pourrait bien avoir été motivée par la longue collaboration de Koufa avec ag Ghaly ainsi que par la quête de fonds, de formations et d'expertise, plutôt que par de réelles aspirations transnationales.

La Katiba Macina a montré une certaine ouverture au dialogue. En août 2017, Koufa a indiqué qu'il serait prêt à s'entretenir avec des chefs religieux, en particulier trois érudits salafistes bien connus, dont Mahmoud Dicko. Il a déclaré :

Nous souhaitons que vous nous envoyiez les oulémas [un corps d'érudits musulmans], ils sont plus à même de comprendre ce que nous voulons. Si vous nous envoyez les oulémas, ils sont les bienvenus pour discuter avec nous. Il s'agit de Mahmoud Dicko, Mahi Banikane, Cheick Oumar Dia et d'autres. Ils pourront voir comment nous vivons ici, et nous pourrons l'apprécier ensemble.⁶⁸

De plus, début 2019, la Katiba Macina s'est montrée disposée à participer à certaines formes de négociations avec le gouvernement, notamment pour échanger des otages contre des prisonniers jihadistes.⁶⁹ Le fait que la Katiba Macina ait cherché à faire libérer des jihadistes qui n'étaient pas originaires du centre du Mali, notamment l'ancien chef de la police jihadiste de Gao, suggère que le GSIM a peut-être cautionné les négociations en vue de ces échanges.⁷⁰

mission que la France vous a confiée ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2018. En 2017, lorsqu'un certain nombre de personnalités peul, dont Aly Nouhoum Diallo, ont appelé Koufa à participer à des pourparlers de paix, il a répondu : « Si vous souhaitez un dialogue, allez en discuter avec notre émir, Iyad ag Ghaly. ... Il est notre guide. ... Il est malien. C'est indéniable. Si vous voulez la paix, allez lui parler. Sinon, vous n'aurez pas la paix, ni sur cette terre ni dans l'au-delà ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, août 2017.

⁶⁶ Voir la déclaration fondatrice du GSIM, « And Hold On Firmly to the Rope of God Together and Do Not Become Divided », op. cit. ; et la vidéo du GSIM, « Light or Heavy, March to Battle », op. cit.

⁶⁷ Alors que la Katiba Macina semble dépendre du soutien financier et logistique d'Ansar Eddine et du GSIM, ses efforts croissants pour collecter la *zakat* (aumône) suggèrent qu'elle souhaite une plus grande autonomie financière.

⁶⁸ Enregistrement audio de 2017 en réponse au dirigeant peul Aly Nouhoum Diallo, op. cit.

⁶⁹ En février 2019, après de longues négociations, les jihadistes ont libéré deux otages, dont l'ancien préfet de Ténenkou et un journaliste, en échange de dix-neuf jihadistes.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, spécialiste de l'antiterrorisme dans la région du Sahel, Dakar, avril 2019.

C. Résistances intérieures et réticences étrangères

Les pressions exercées par des acteurs nationaux et étrangers opposés à l'idée du dialogue ou inquiets de ses potentielles conséquences font aussi obstacle aux pourparlers.

Des acteurs maliens, notamment des élites laïques, des marabouts soufis, des organisations de défense des droits humains et des associations de victimes font part de leur préoccupation. Les élites laïques estiment qu'une menace pèse sur le principe de séparation du religieux et du politique au Mali et qu'un tel dialogue pourrait y contribuer. Elles dénoncent les tentatives de plus en plus musclées des activistes islamistes de se faire une place dans l'arène politique.⁷¹ Cette inquiétude est d'autant plus forte que Mahmoud Dicko, dont se méfie l'élite laïque, est une figure emblématique à la fois de la promotion du rôle de l'islam en politique et du dialogue avec les jihadistes.

De nombreux responsables religieux rejettent aussi la Katiba Macina et sa doctrine d'intolérance – ce qui n'est sans doute pas surprenant étant donné que les insurgés s'opposent aux institutions islamiques établies autant qu'à l'Etat.⁷² Les soufis traditionnels de Mopti sont particulièrement hostiles au dialogue avec les jihadistes, estimant que tout compromis avec eux aurait de fortes chances de favoriser les courants salafistes de l'islam au détriment des autres.⁷³ En 2012, lorsque les jihadistes ont conquis le Nord du Mali, l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam à Mopti a envisagé d'envoyer une délégation pour débattre de questions religieuses avec les jihadistes. Mais la plupart de ses membres ont rejeté cette idée. Aujourd'hui encore, plusieurs membres de ces associations restent opposés au dialogue.⁷⁴

Parmi les Maliens du centre, les points de vue sur le dialogue varient, bien que les réactions en cas de pourparlers soient difficiles à prévoir. Jusqu'à présent, le débat sur le dialogue avec les jihadistes a surtout lieu au sein des élites de Bamako. Au centre du Mali, de telles idées restent assez marginales. Compte tenu de la détérioration du contexte sécuritaire et de la crainte d'une nouvelle escalade de la violence, certains dans le delta intérieur, y compris au sein des communautés qui ont le plus souffert de la violence jihadiste, admettent qu'ils seraient favorables au dialogue, même s'il impliquait des concessions aux jihadistes, pourvu que cela mette fin à l'effusion de sang.⁷⁵ Hors du delta, l'idée du dialogue avec la Katiba Macina risque de susciter la colère, en particulier chez les Dogon et les Bambara.

⁷¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°249, *Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction*, 18 juillet 2017.

⁷² Koufa s'est d'abord fait connaître pour ses prêches critiquant les marabouts de Mopti, qui sont en grande partie soufis. Voir le rapport de Crisis Group, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, op. cit.

⁷³ Entretiens de Crisis Group, marabouts de la région de Mopti, Mopti, Bamako, octobre 2018 et janvier 2019.

⁷⁴ Entretien de Crisis Group, érudit religieux membre de l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam, Mopti, janvier 2019. Il justifie sa position contre le dialogue comme suit : « Maintenant qu'ils ont le dessus, comment pouvons-nous négocier avec eux ? Soit ils dictent ce qu'ils veulent, soit nous devons nous battre jusqu'à ce que tout le monde en ait assez. Ensuite, on peut envisager de négocier. C'est ainsi que tous les Etats ont traité le problème du terrorisme ».

⁷⁵ Entretiens de Crisis Group, habitants du Delta, notamment des districts de Ténenkou et de Mopti, Mopti, janvier 2019.

L'opposition n'est pas seulement domestique. Les pays occidentaux, en particulier la France et les Etats-Unis, rejettent catégoriquement le dialogue, et ce pour plusieurs raisons. Les groupes jihadistes avec lesquels Koufa a des liens sont désignés comme terroristes par les Nations unies et d'autres organisations. Cette classification n'interdit pas de leur parler, mais elle peut compliquer la tâche.⁷⁶ Il est aussi difficile pour les responsables politiques français d'encourager le dialogue avec des groupes qui ont tué des soldats français.⁷⁷ Par ailleurs, certains pays considèrent l'insurrection jihadiste au Mali comme le prolongement de leur propre lutte contre les jihadistes dans le monde. De nombreux responsables politiques occidentaux craignent que le dialogue avec les jihadistes ne confère une légitimité à ces groupes et à leurs idées. Certes, les Etats-Unis ont, depuis un an, redoublé d'efforts pour parvenir à un accord avec l'insurrection islamiste des talibans en Afghanistan, et de hauts responsables américains ont rencontré à plusieurs reprises les dirigeants talibans. Mais la question de savoir si ces pourparlers créeront un précédent, facilitant le dialogue avec des jihadistes en Afrique ou ailleurs, reste ouverte.⁷⁸

⁷⁶ Le Conseil de sécurité des Nations unies et les Etats-Unis considèrent tous deux le GSIM, Ansar Eddine et Iyad ag Ghaly comme des groupes terroristes, mais ils ne qualifient pas explicitement Koufa et la Katiba Macina ainsi. Si l'ONU ou les Etats-Unis venaient à considérer que Koufa et la Katiba Macina faisaient partie d'Ansar Eddine, cela pourrait faire obstacle au dialogue. La loi américaine interdit de fournir un soutien matériel ou des conseils aux personnes ainsi désignées, ce qui peut poser des problèmes aux médiateurs.

⁷⁷ En avril 2017, lors d'une visite officielle au Mali, le ministre français des Affaires étrangères a justifié sa position anti-dialogue en évoquant un compatriote décédé. « Comment peut-on négocier avec les terroristes ?! ... Iyad ag Ghaly s'est réjoui de la mort du soldat français Julien Barbé ». Voir Moussa Bolly, « Paix et réconciliation nationale : Paris interdit à Bamako de négocier avec Iyad », *Le Reflet*, 14 avril 2017.

⁷⁸ Les pourparlers entre les Etats-Unis et les dirigeants talibans sont au moins en partie motivés par le désir des dirigeants américains de retirer leurs troupes d'Afghanistan. En outre, les Talibans constituent un mouvement d'insurgés considérablement plus grand et plus puissant que la Katiba Macina et entretiennent des relations avec plusieurs puissances étrangères. Et malgré leurs liens de longue date avec des militants transnationaux, leurs dirigeants ne leur prêtent pas allégeance et n'ont pas d'aspirations au-delà de l'Afghanistan.

IV. Dialoguer avec les jihadistes au centre du Mali

L'opinion dominante selon laquelle les jihadistes sont infréquentables n'a pas empêché des notables locaux, des organisations humanitaires et des marabouts d'échanger avec eux. Ces contacts ont permis aux jihadistes et à leurs interlocuteurs d'aborder des questions telles que la gestion au quotidien des affaires publiques dans les zones sous contrôle jihadiste, l'accès humanitaire aux populations vulnérables et même la pratique de l'islam par les jihadistes.

A. *Négociations locales*

Les jihadistes ont chassé les autorités de l'Etat de nombreuses zones rurales, mais ils n'ont pas tout à fait pris leur place. Ils vivent dans la brousse et ne se rendent dans les villages qu'épisodiquement, souvent en petits groupes, pour prêcher, régler des différends et jouer le rôle de police des mœurs. Cette gouvernance de l'ombre laisse les dirigeants locaux gérer les affaires courantes, bien que sous le contrôle de la Katiba Macina et conformément à ses règles.

La collaboration n'est pas toujours facile. Vivre sous le joug de la Katiba Macina peut être un lourd fardeau. Par exemple, les jihadistes enlèvent fréquemment ceux qu'ils accusent de désobéissance et saisissent les troupeaux et autres biens de ceux qu'ils soupçonnent de livrer des informations au gouvernement. Ils ont eu recours à des punitions collectives pour faire appliquer certaines règles, notamment en fermant les marchés ruraux hebdomadaires parce que les femmes n'avaient pas respecté le code vestimentaire ou parce que les gens avaient fumé des cigarettes. Ils ont imposé un blocus à plusieurs villages accusés de travailler avec l'armée.⁷⁹

Dans certains cas, des notables locaux ont obtenu des concessions de la part des insurgés. Par exemple, dans le cercle de Ténenkou, comme ailleurs, l'interdiction faite aux femmes de voyager sans parent de sexe masculin a restreint leur mobilité, en particulier celle des commerçantes habituées à faire la navette entre les marchés ruraux hebdomadaires pour acheter et vendre des marchandises. Après des discussions entre des notables et les dirigeants locaux de la Katiba Macina, les jihadistes ont autorisé les femmes de se déplacer pourvu que leur moyen de transport, qu'il s'agisse d'une charrette tirée par un âne, d'un bateau ou d'une voiture, les isole des hommes.⁸⁰ Dans certaines régions, les villageois ont réussi à négocier la réouverture des écoles, malgré l'opposition des jihadistes à ce qu'ils décrivent comme un programme scolaire malien sous influence occidentale. Dans d'autres, les villageois ont voté aux élections malgré l'aversion des jihadistes pour la démocratie représentative. L'accord implicite veut que les élus exercent leur pouvoir sans contester celui de la

⁷⁹ A la mi-2018, à la suite du déploiement de l'armée malienne à Toguéré Coumbé, Dialloubé et Kouakourou, respectivement dans les cercles de Ténenkou, Mopti et Djenné, la Katiba Macina a imposé un blocus à ces localités, interdisant tout mouvement d'entrée et de sortie. Ils ont accusé les villageois de collaborer avec l'armée. En raison du blocus, les villageois ne pouvaient pas accéder à leurs fermes ni aux marchés ruraux hebdomadaires. Les jihadistes ont également enlevé des habitants et confisqué des milliers de têtes de bétail appartenant à des notables du village. Récemment, les jihadistes ont considérablement allégé l'embargo sur Dialloubé à la suite de négociations avec des notables locaux.

⁸⁰ Ces négociations avec des brigades jihadistes opérant dans la forêt de Kadiat, entre Ténenkou et Mopti, ont eu lieu vers juin 2017. Entretiens de Crisis Group, résidents de Ténenkou, février 2019.

Katiba Macina.⁸¹ Ces arrangements locaux semblent être devenus plus courants depuis 2018, à mesure que l'armée malienne a intensifié ses opérations et augmenté la pression sur le groupe.

Malgré tout, les négociations locales se soldent aussi par de fréquents échecs. Les habitants de Toguéré Coumbé, dans le cercle de Ténenkou, ont demandé à plusieurs reprises à la Katiba Macina de lever le blocus imposé au village depuis mars 2018, sans succès.⁸²

Les négociations locales prennent des formes diverses. Dans la plupart des cas, des émissaires mandatés par les notables des villages participent à des forums avec les jihadistes. Les villages organisent également des réunions, sachant que des membres des « cellules dormantes » sont présents et rendront compte de ce qui s'est dit aux chefs des insurgés. Du côté des jihadistes, l'*amirou markaz* prend généralement les choses en main et communique la teneur des négociations à la direction de la Katiba Macina. La personnalité de l'*amirou markaz* joue un rôle déterminant dans les compromis consentis par les insurgés.⁸³ Dans l'ensemble, les relations du mouvement avec les familles influentes dans les zones où il opère sont compliquées : au début, il a souvent sapé leur autorité, mais plus récemment, il semble avoir été plus disposé à faire des compromis avec elles qu'avec d'autres.⁸⁴

B. Accès humanitaire

Bien que la Katiba Macina s'exprime en des termes résolument anti-occidentaux, elle a autorisé des organisations humanitaires, y compris des ONG principalement occidentales, à travailler dans des zones sous son contrôle. Cette position est conforme à une *fatwa* (avis juridique) rendue en 2018 par un comité judiciaire jihadiste basé dans la région de Tombouctou, qui exhorte ses membres à ne pas attaquer les organisations humanitaires et au contraire à leur faciliter l'accès.⁸⁵ Koufa lui-même a dit que son groupe n'était pas opposé à l'aide humanitaire, à condition que les agences

⁸¹ Dans le cercle de Youwarou, seules deux écoles fonctionnent, dont une à Gatchi Loumo, ouverte en raison des pourparlers entre notables du village et jihadistes. L'autre, dans le village de Youwarou, a ouvert après le déploiement de l'armée dans la zone. Des élections municipales ont eu lieu dans plusieurs districts, notamment ceux de Nampala et de Dogo, respectivement dans les cercles de Niono à Ségou et de Youwarou à Mopti.

⁸² Entretiens de Crisis Group, habitants de Toguéré Coumbé, Bamako, décembre 2018 ; Mopti, janvier 2019.

⁸³ Dans les *markazes* où les chefs jihadistes sont des locaux, les discussions ont tendance à être plus cordiales que dans celles où les jihadistes viennent de villages éloignés. Entretien de Crisis Group, ancien combattant *yimbé laddé*, février 2019.

⁸⁴ Par exemple, au début, les jihadistes ont tenté d'annuler les redevances prélevées par des propriétaires fonciers appelés Jowrow sur des éleveurs étrangers voulant avoir accès à un pâturage particulier dans le delta intérieur, appelé Bourgou. Les insurgés ont fait valoir que le Bourgou appartenait à Dieu, qui le veut ouvert à tous. Mais les Jowrow ont résisté et les jihadistes ont rétabli les redevances en réduisant leur montant. Entretiens de Crisis Group, membres de familles Jowrow du cercle de Mopti, Mopti, janvier 2019.

⁸⁵ Houka ag Alhousseini, président d'un comité judiciaire réputé proche des jihadistes à Tombouctou, a publié le 14 mars 2018 une lettre de deux pages autorisant des organisations humanitaires à travailler dans des zones sous contrôle jihadiste. Il a justifié cette *fatwa* en citant les bénéfices pour la population locale. *Fatwa* signée par le comité judiciaire de Tombouctou que Crisis Group s'est procurée, mars 2018.

respectent certaines conditions, dont l'interdiction d'engager du personnel étranger.⁸⁶ Même si toutes les ONG qui opèrent dans les zones jihadistes ne sont pas informées de cette annonce, elle semble avoir simplifié sur le terrain les négociations pour l'accès humanitaire.⁸⁷

Les organisations humanitaires ont recours à différentes tactiques pour négocier. Certaines comptent sur leurs bénéficiaires locaux tandis que d'autres font appel à des intermédiaires. Certaines agences de santé ont d'abord envoyé des médecins dans des dispensaires locaux sans la permission des jihadistes ; ils ont demandé leur approbation seulement après que ces médecins aient acquis une bonne réputation locale.⁸⁸ En général, les soignants semblent pouvoir négocier un droit d'accès plus facilement que les organismes travaillant dans d'autres secteurs comme l'éducation ou le développement.⁸⁹

Trois facteurs principaux expliquent pourquoi de telles négociations sont possibles. D'une part, les organisations humanitaires offrent des services dont les populations locales ont fortement besoin. Dans les zones occupées par les jihadistes, les services d'aide à la personne font défaut depuis des années, souvent au moins depuis 2015, date à laquelle l'administration publique a déserté ces territoires. Par ailleurs, la Katiba Macina a intérêt à donner un droit d'accès car il peut ainsi montrer aux habitants qu'il se soucie de leur bien-être et veille à ce qu'un certain nombre de services soient assurés. Cela est d'autant plus important que la Katiba Macina peine à fournir elle-même ces services. En reconnaissant implicitement les jihadistes comme les autorités de fait, les organisations humanitaires facilitent aussi la quête de légitimité de ces groupes. Enfin, les organisations proclament leur respect des principes humanitaires et notamment leur neutralité dans le conflit, leur indépendance vis-à-vis de toute influence étrangère et leur impartialité dans l'aide octroyée aux victimes du conflit, qu'elles soient ou non des combattants.⁹⁰

⁸⁶ Koufa a déclaré : « Nous ne sommes pas opposés à votre action humanitaire, à condition qu'elle ne soit pas menée par des étrangers. Si un maire veut creuser un puits, il peut aller chercher du financement jusqu'aux Etats-Unis et venir creuser son puits [mais seulement] avec des autochtones. ... Nous ne voulons pas voir un seul étranger ». Enregistrement audio attribué à Koufa que Crisis Group s'est procuré, op. cit.

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, chefs d'ONG humanitaires opérant dans des zones de Mopti sous contrôle jihadiste, Dakar et Bamako, décembre 2018 ; Mopti, janvier 2019.

⁸⁸ Selon un salarié d'une ONG internationale travaillant dans le secteur de la santé à Ténenkou : « Nous avons commencé à envoyer du personnel médical à Ténenkou avant de prendre contact avec les jihadistes. C'est ensuite, après avoir réussi à asseoir notre légitimité et prouvé que nous étions indépendants et neutres, que les contacts avec les sympathisants jihadistes ont commencé à prendre forme. Nous ne parlons pas directement avec les jihadistes mais avec leurs sympathisants du village. Parfois, ce sont des notables locaux. Chaque fois que nous avons une mission dans les villages, nous en informons ces sympathisants et ils transmettent l'information. Lorsque nous arrivons aux points de contrôle tenus par les jihadistes, ils vérifient nos cartes d'identité, nos voitures ou nos bateaux et nous laissent passer ». Entretien de Crisis Group, Bamako, décembre 2018.

⁸⁹ Koufa a déclaré : « Tout maire ou député qui vient construire une école, une route, apporter de l'aide humanitaire, creuser un puits au nom de la République du Mali, de la France ou de tout autre pays, sera notre ennemi, à l'exception des dispensaires et des hôpitaux ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, 2018.

⁹⁰ Entretiens de Crisis Group, chefs d'ONG humanitaires travaillant dans des zones de Mopti sous contrôle jihadiste, Dakar, Bamako et Mopti, décembre 2018 et janvier 2019.

Les jihadistes imposent des conditions aux agences humanitaires, mais font aussi des compromis. Ils exigent que les organisations interdisent aux travailleurs humanitaires d'écouter de la musique, de consommer de l'alcool et de fumer, et qu'elles donnent l'ordre au personnel féminin de se couvrir la tête. Leur tentative d'obliger les ONG à utiliser des véhicules différents pour le transport du personnel féminin et masculin est particulièrement controversée. Mais si les organisations humanitaires respectent certaines règles, elles résistent souvent à d'autres. Une ONG internationale qui opère à Ténenkou refuse de transporter son personnel féminin et masculin dans des véhicules distincts et emploie des chrétiens étrangers.⁹¹ Elle continue pourtant d'opérer dans les zones occupées par les jihadistes. Dans leurs échanges avec les jihadistes, les organisations d'aide peuvent faire valoir leur point de vue, en utilisant comme levier les services qu'elles fournissent et le soutien local dont elles bénéficient.

Néanmoins, ces négociations ne règlent pas tous les problèmes. Les jihadistes ont refusé l'accès humanitaire à de nombreuses organisations. Même les agences d'aide qui ont obtenu un droit d'accès peuvent faire l'objet de harcèlement aux postes de contrôle. La Katiba Macina a déjà retenu des employés d'ONG en otage pendant plusieurs semaines. En 2018, des insurgés ont enlevé deux employés d'ONG dans le cercle de Douentza et les ont retenus en otage pendant plusieurs jours.⁹² Ils ont à maintes reprises confisqué des téléphones portables et d'autres équipements. Pour justifier ce harcèlement, les insurgés disent souvent qu'ils soupçonnent les organisations humanitaires d'espionnage pour le compte de pays occidentaux ou de collaboration avec les forces de sécurité.⁹³

C. *Le débat religieux*

Au cours des trois dernières années, des idéologues de la Katiba Macina et des érudits musulmans ont fréquemment débattu du bien-fondé du discours jihadiste. La Katiba Macina est née à Mopti, un haut lieu d'érudition islamique, où de nombreuses écoles coraniques accueillent des élèves de tout le Sahel. L'islam soufi, en particulier la Qadriyya (aussi appelée Malikiyya) domine la région, bien que le salafisme et le mouvement Da'awa (la branche locale du Tabligh Jama'at) aient récemment fait une percée significative.⁹⁴ Des érudits soufis et salafistes ont pris la parole pour remettre

⁹¹ Entretien de Crisis Group, chef d'une ONG humanitaire travaillant à Mopti, Bamako, décembre 2018.

⁹² International NGO Safety Organisation, « Rapport INSO – Mali central – Mopti : Détention irrégulière d'agents ONG », 15 janvier 2019.

⁹³ Entretien de Crisis Group, élu enlevé avec des salariés d'ONG par des jihadistes, Bamako, septembre 2018.

⁹⁴ L'émergence de l'insurrection jihadiste a exacerbé les tensions existantes entre ces courants religieux. Bien que tous se soient clairement démarqués de la Katiba Macina, les jihadistes sont souvent associés aux salafistes et parfois aussi à la Da'awa. Koufa était un adhérent de la Da'awa avant de devenir jihadiste. Les termes salafisme et wahhabisme sont localement utilisés indifféremment pour désigner un courant sunnite né dans la péninsule arabique qui prône une pratique de l'islam inspirée par les premières générations de musulmans (al-salaf al-salih) et une lecture littérale des textes islamiques. Le Tabligh Jama'at est aussi un mouvement sunnite mais il trouve ses racines en Asie du Sud. Connu localement sous le nom de Da'awa, il se dit apolitique, rejette la violence et encourage les musulmans à s'engager dans des œuvres missionnaires. Les marabouts salafistes critiquent souvent le Tabligh comme un courant déviant parce que ses pratiques missionnaires vont à

en cause les fondements religieux de la doctrine jihadiste à de multiples occasions, notamment lors de sermons dans des mosquées, d'émissions de radio et de télévision et sur les réseaux sociaux, en particulier WhatsApp.

Dans leur argumentaire, ces personnalités soulignent que la violence jihadiste n'a pas lieu d'être dans une société presque entièrement musulmane et qu'il est suicidaire – et donc non islamique – pour les musulmans de déclarer le jihad contre le gouvernement malien et les puissances occidentales.⁹⁵ Ils estiment que le jihad aujourd'hui devrait être une lutte pacifique prônant la piété et l'harmonie intercommunautaire.⁹⁶ Les érudits musulmans critiquent également l'imposition par la force de la Charia par la Katiba Macina et s'opposent à des *fatwas* spécifiques émises par les jihadistes.⁹⁷

Bien qu'elles restent discrètes, ces remises en cause du discours jihadiste ont une certaine résonance. Les dirigeants de la Katiba Macina les prennent au sérieux, d'autant plus que Koufa justifie chaque action du mouvement par une argumentation religieuse. En tant que chef religieux, il a fait de l'application de la Charia l'élément central de l'insurrection qu'il dirige.

Les échanges entre des érudits et les partisans de Koufa ont d'abord pris un tour cinglant, marqué par les incriminations mutuelles. Plusieurs érudits musulmans de premier plan ont qualifié le *yimbé laddé* de *khawarij* – terme péjoratif désignant un mouvement nihiliste et violent apparu dans la péninsule arabique au huitième siècle. Pour leur part, les idéologues jihadistes ont dénigré les érudits religieux, les qualifiant d'alliés des Français et de suppôts du gouvernement.⁹⁸ Ils ont même décrété que certaines voix critiques étaient celles d'infidèles et ont menacé de les tuer.⁹⁹

l'encontre des méthodes recommandées par al-salaf al-salih et parce qu'il privilégie l'œuvre missionnaire à l'accumulation de connaissances islamiques. Pour en savoir plus sur les mouvements islamiques au Mali, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°249, *La politique de l'islam au Mali : séparer le mythe de la réalité*, 18 juillet 2017.

⁹⁵ En réponse à l'enregistrement audio de Koufa publié en août 2017, Alpha Ibrahim Sow, un érudit religieux originaire du centre du Mali et vivant désormais en Egypte a déclaré que « vouloir prendre les armes aujourd'hui pour entrer en guerre contre la France ou l'Occident est une erreur monumentale comparable au suicide. Ça ne peut être justifié dans l'islam ». « Réplique en fulfulde d'Alpha Ibrahim Sow à Hamadou Koufa », 12 septembre 2017.

⁹⁶ Alpha Ibrahim Sow identifie cinq types de jihad : la prédication pour répandre la parole de Dieu ; l'émigration pour échapper à la persécution à la façon du Prophète Mohammed fuyant La Mecque pour Médine ; la promotion de la coexistence pacifique des musulmans et des non-musulmans ; la légitime défense armée, mais seulement si les musulmans sont en position de force ; et enfin le jihad offensif, en réponse à une agression et lorsque les musulmans disposent de la puissance militaire requise. Il affirme qu'« actuellement, dans nos pays, le jihad légitime est celui de la coexistence pacifique, de la compréhension mutuelle et du respect mutuel entre les religions ». Ibid.

⁹⁷ Par exemple, en 2017, à Kouboulou, un village du cercle de Ténenkou, une femme *maccudo* (descendante d'esclaves) a refusé de se couvrir conformément aux règles des jihadistes. Elle a affirmé qu'en Islam les femmes esclaves avaient le droit de ne pas se couvrir. Les jihadistes l'ont tout de même fouettée. Un éminent érudit islamique de Mopti qui suit le courant de jurisprudence Maliki a donné raison à la femme, invoquant cet exemple pour montrer que les jihadistes ne connaissaient pas la Charia. Entretien de Crisis Group, imam, Mopti, janvier 2019.

⁹⁸ Enregistrements audio que Crisis Group s'est procurés, août 2017 et octobre 2018.

⁹⁹ Entretiens de Crisis Group, intellectuels musulmans ayant reçu des menaces de la Katiba Macina, Bamako, décembre 2018 et avril 2019 ; Mopti, janvier 2019.

A partir de 2018, un débat plus raisonné mais bref a pris forme entre une poignée d'érudits musulmans peul et les idéologues de la Katiba Macina. Citant des versets coraniques qui enjoignent aux combattants musulmans de choisir le *sulh* (réconciliation) plutôt que la guerre, les érudits peul ont invité les jihadistes à une discussion ouverte, via WhatsApp. Dans un premier temps, la Katiba Macina a accepté, et désigné comme représentant Imrana Cissé, l'un de ses idéologues.¹⁰⁰ Alors que le débat prenait de l'ampleur, beaucoup y ont vu un signe que les jihadistes pourraient être disposés à participer à d'autres formes de dialogue. Quelques semaines plus tard, néanmoins, Koufa lui-même y a coupé court en invoquant des problèmes de sécurité.¹⁰¹

Même si ce débat n'a pas abouti, les érudits qui y ont participé estiment que l'échange a été précieux. Leurs interactions avec Imrana Cissé leur ont permis de mettre en évidence les incohérences de l'argumentaire jihadiste. Selon l'un de ces érudits, les débats ont eu un impact positif sur les jeunes susceptibles d'être séduits par les jihadistes, en leur faisant prendre conscience des failles du discours des insurgés et en les persuadant de ne pas rejoindre le jihad.¹⁰² Mais les érudits ont aussi recommandé au gouvernement de prendre des mesures pour répondre à certaines demandes des insurgés, en particulier en ce qui concerne le rôle de l'islam dans la vie publique. Pour eux et d'autres qui ont suivi les débats sur WhatsApp, cette tentative de dialogue religieux a permis de poser les jalons d'initiatives plus ambitieuses.¹⁰³

Les divers échanges entre la Katiba Macina et des acteurs non étatiques, des notables locaux aux humanitaires et aux marabouts, ont eu une portée limitée, mais se sont révélés prometteurs. Ils visaient moins à rétablir la paix qu'à résoudre des problèmes spécifiques, comme assouplir des sanctions prises par les jihadistes, autoriser l'accès humanitaire ou confronter des arguments religieux. Ces échanges n'ont pas non plus remis en cause l'autorité des jihadistes, bien que les médiateurs étaient loin d'être obséquieux. Ces échanges suggèrent qu'il y a des négociateurs pragmatiques au sein de la Katiba Macina. Certes, Koufa a coupé court à la discussion entre Imrana Cissé et les érudits religieux, mais sa rigueur idéologique n'a pas rendu le dialogue impossible, y compris avec des critiques déclarés et des organisations étrangères qui emploient et sont financées par des individus que les jihadistes qualifient d'infidèles.

¹⁰⁰ Dans un enregistrement audio, Imrana Cissé, qui représentait les jihadistes lors du débat religieux, a défini leurs conditions pour y participer : « A tous ceux qui veulent débattre du jihad et de ses conditions telles qu'elles sont décrites dans le Coran. ... Nous sommes prêts à discuter de tous les sujets. ... Nous n'avons qu'une seule condition : si vous gagnez ce débat avec des preuves tirées de livres [islamiques], nous déposerons nos armes. Si vous ne le faites pas, vous abandonnez le gouvernement et nous suivrez ». Enregistrement audio que Crisis Group s'est procuré, septembre 2018.

¹⁰¹ Koufa a déclaré : « Il y avait un débat entre nous et les oulémas. ... Ils ont demandé à l'un d'entre nous pourquoi on s'engageait dans le jihad. ... Comme le débat s'éternisait, on a découvert que la véritable intention des oulémas n'était pas de débattre. C'était autre chose ». Il avait apparemment peur que ces intellectuels révèlent sa localisation aux forces de sécurité.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, intellectuels musulmans ayant débattu avec la Katiba Macina via WhatsApp, Mopti et Bamako, janvier et avril 2019.

¹⁰³ Entretien de Crisis Group, érudits musulmans favorables au dialogue et activistes de la société civile, Bamako, octobre et décembre 2018 ; Mopti, janvier 2019.

V. Les deux approches du gouvernement

Ces deux dernières années, le gouvernement a privilégié deux approches très différentes face à la crise au centre du Mali. Entre mars et mi-décembre 2017, le Premier ministre de l'époque, Abdoulaye Idrissa Maïga, a mis en œuvre son programme phare, la mission de bons offices, visant à promouvoir la paix par le dialogue, notamment avec des personnalités proches de la Katiba Macina. Mais en décembre 2017, un nouveau Premier ministre, Soumeylou Boubèye Maïga, a adopté une approche reposant d'abord sur l'action militaire, envisageant le dialogue intercommunautaire comme outil complémentaire et excluant formellement celui avec les jihadistes.

A. Dialogue politique et intercommunautaire

Les autorités maliennes se sont montrées plus disposées à dialoguer avec la Katiba Macina que ne le suggère le discours officiel. Par le passé, elles ont ouvert des voies de communication avec les jihadistes en vue d'entamer des pourparlers de paix. Mais ces efforts ont été ponctuels et inconsistants.

En mars 2017, une organisation communautaire appelée Amicale Jawambe du Mali a affirmé que de hauts responsables maliens, dont le ministre de la Défense et le gouverneur de Mopti, lui avaient demandé de servir de médiateur entre le gouvernement et les « cellules dormantes » – les habitants des villages en contact étroit avec la Katiba Macina.¹⁰⁴ L'Amicale Jawambe a créé une commission appelée Jam e-Dina, composée de dix membres, dont des chefs traditionnels, des chefs religieux et d'autres notables locaux. Cette commission affirme avoir régulièrement échangé avec des sympathisants jihadistes et leurs partisans dans les villages. Elle aurait même tenté d'organiser une rencontre entre Mahmoud Dicko, ancien chef du Haut Conseil islamique du Mali, et les émissaires de la Katiba Macina, mais cette rencontre n'a pas eu lieu, apparemment pour des raisons logistiques.¹⁰⁵ Bien qu'infructueux, les efforts de Jam e-Dina ont peut-être contribué à jeter les bases d'une initiative à plus grande échelle.

En effet, peu après, le gouvernement a mis en place une mission de bons offices, l'initiative officielle la plus ambitieuse depuis le début de la crise au centre du Mali. Cette mission visait à promouvoir la paix par le dialogue entre une équipe de chefs

¹⁰⁴ Les Jawambe (sing. Jawando) sont un sous-groupe de Peul qui, conformément à la division socioprofessionnelle traditionnelle du travail, gagnent leur vie comme marchands et conseillers du chef. L'Amicale Jawambe affirme pouvoir mobiliser les érudits religieux et utiliser les traditions locales, en particulier les relations historiques entre les éleveurs peul et les Jawambe, pour établir des contacts avec les jihadistes. Un membre de cette association a résumé cette approche de médiation en déclarant : « Lorsqu'un Peul est en conflit, un Jawando peut le ramener à la raison, comme lorsqu'un talibé (étudiant coranique) est en difficulté, son maître peut le ramener à la raison. C'est sur cette base traditionnelle que la médiation actuelle aura lieu afin de parler aux jeunes qui ont pris les armes pour le compte de l'islam ». Entretiens de Crisis Group, membres de l'Amicale Jawambe du Mali, Bamako, octobre 2018.

¹⁰⁵ Mahmoud Dicko a déclaré qu'il ne pouvait pas se déplacer car la réunion avait été programmée à un moment où le Delta intérieur, où la réunion devait avoir lieu, était complètement inondé. Avant l'arrivée de la saison sèche, le gouvernement a mis fin à la mission des bons offices. Entretiens de Crisis Group, chefs religieux étroitement impliqués dans la mission, mars et avril 2019.

religieux et de notables traditionnels, d'une part, et les groupes armés du Nord et du centre, notamment la Katiba Macina, d'autre part.¹⁰⁶ Le gouvernement a nommé Mahmoud Dicko à la tête de l'équipe, qui comprenait également des chefs traditionnels de Kayes, Sikasso, Koulikoro et Ségou, ainsi que des représentants d'autres associations.¹⁰⁷ Dans le cadre de la mission de bons offices, Dicko et son équipe ont tenté d'établir le contact avec Iyad ag Ghaly et Hamadoun Koufa par le biais d'intermédiaires.¹⁰⁸ Leur but était d'identifier des familles influentes et des maîtres coraniques qui avaient assuré l'éducation de nombreux jihadistes et qui, ensemble, pourraient convaincre ces derniers d'entamer des pourparlers de paix.

En ce qui concerne la Katiba Macina, Dicko a tenté d'entrer en contact avec le cercle restreint entourant Koufa en organisant de larges rencontres à Bamako, Ségou et Mopti, où il a réuni des chefs religieux, en particulier des maîtres coraniques, pour discuter des moyens de parvenir à la paix. Lors de ces réunions, il a appelé les chefs religieux à convaincre les jihadistes de déposer les armes et de s'asseoir à la table des négociations. Il a suggéré divers compromis aux jihadistes et au gouvernement, y compris la nomination d'un *qadi* par les autorités locales dans les districts, la réforme des écoles coraniques et l'interdiction des bars, des maisons closes et des jeux de hasard si nécessaire.¹⁰⁹

Bien que prometteuse au départ, la mission de bons offices a finalement tourné court. Ces efforts ont mobilisé de nombreuses personnes et ont révélé un certain degré de soutien à l'option du dialogue, en particulier, mais pas exclusivement, parmi les maîtres coraniques.¹¹⁰ La mission a clairement désigné une personnalité, en l'occurrence Mahmoud Dicko, pour établir et mener les contacts – ce qui est important dans un contexte où les médiateurs potentiels entre l'Etat et les insurgés peuvent se disputer l'accès aux ressources liées au dialogue.¹¹¹ Plus largement, la mission a montré que les autorités maliennes peuvent envisager une approche de lutte contre l'insurrection jihadiste qui passe par le dialogue. En décembre 2017, cependant, le Premier ministre Abdoulaye Idrissa Maïga a démissionné, mettant de facto fin au dispositif.¹¹² Le choix de Dicko, personnage religieux controversé au Mali, semble

¹⁰⁶ Selon un haut responsable étroitement impliqué dans la mission de bons offices, ces efforts ont consisté à « choisir les bonnes personnes pour résoudre le problème de l'insécurité ». Il part du principe que là où les institutions de l'Etat sont faibles, les chefs traditionnels peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la paix. Entretien de Crisis Group, ancien haut responsable, Bamako, octobre 2018.

¹⁰⁷ Premier ministre, Lettre N°0362 PM-CAB, « Organisation d'une mission de bons offices à Kidal, dans le Delta intérieur et la Boucle du Niger », 24 mai 2017.

¹⁰⁸ Entretien de Crisis Group, chef religieux étroitement impliqué dans la mission, mars et avril 2019. Dicko affirme qu'Iyad ag Ghaly a accepté de négocier. Il dit que son intermédiaire Cheikh ag Aoussa le lui a assuré. Ag Aoussa a été tué dans un attentat à la voiture piégée le jour où il a informé Dicko de la réponse d'ag Ghaly.

¹⁰⁹ Ibid.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Pour plus d'informations sur les tensions et la concurrence entre les élites du centre du Mali, voir le rapport de Crisis Group, *Mali central : la fabrique d'une insurrection ?*, op. cit. Pour un autre exemple de cette concurrence pour les postes de médiation dans le centre du Sahel, voir le rapport de Crisis Group, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, op. cit.

¹¹² Le président Keïta a pris ses distances avec la mission de bons offices. « Ibrahim Boubacar Keïta : "Pas question de négocier avec les djihadistes" », *Le Monde*, 22 février 2018.

également avoir suscité l'opposition des pays occidentaux.¹¹³ Les relations de plus en plus tendues entre Dicko et le président Keïta ont probablement contribué à mettre un terme à la mission.¹¹⁴

B. *Le désarmement et le dialogue intercommunautaire*

Le gouvernement du Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a adopté une approche axée sur des opérations militaires, visant à permettre le retour de l'appareil d'Etat au centre du Mali, plutôt que sur des efforts de négociation en vue d'un règlement du conflit. Comme le montre la section II, cette approche repose principalement sur des opérations militaires agressives afin d'assurer le redéploiement des forces de sécurité et des fonctionnaires de l'Etat ainsi que la mise en œuvre de projets de développement, comme prévu par le Plan de sécurisation intégré des régions du centre du Mali de février 2017. Mais, le gouvernement de Maïga a ajouté deux autres éléments à ce que prévoyait le Plan : un programme de DDR pour les combattants – y compris jihadistes – qui déposeraient les armes ; et un dialogue intercommunautaire parrainé par des ONG, visant à promouvoir la cohésion nationale tout en excluant explicitement le dialogue avec la Katiba Macina. Le gouvernement a présenté l'ensemble de ces efforts comme une stratégie intégrée.¹¹⁵ En réalité, les initiatives de DDR et de dialogue étaient largement déconnectées de la campagne militaire, ce qui limitait l'efficacité de l'approche dans son ensemble.

Le 24 décembre 2018, le Premier ministre Maïga a lancé un nouveau programme de DDR à Mopti. Cela s'est produit alors que les pays étrangers accentuaient la pression sur les autorités maliennes pour qu'elles fassent en sorte de freiner l'escalade de la violence intercommunautaire. Le gouvernement a donné à tous les groupes et individus armés un délai d'un mois pour s'inscrire.¹¹⁶ Le programme visait à désarmer les milices d'autodéfense non jihadistes, dont beaucoup ont joué un rôle dans les violences intercommunautaires, mais aussi les jihadistes. Il semblait donc tenter de couper l'herbe sous le pied des dirigeants et idéologues jihadistes en tentant d'obtenir la défection des membres les moins zélés et en isolant au contraire les plus militants.¹¹⁷

¹¹³ Dicko a pris des positions conservatrices fortes sur la réforme du Code de la famille, a appelé à l'islamisation de la vie publique au Mali, et a critiqué l'homosexualité et l'influence occidentale avec véhémence. De hauts responsables occidentaux se sont apparemment plaints de son rôle auprès du Premier ministre. Entretiens de Crisis Group, Bamako, octobre 2018.

¹¹⁴ Dicko a soutenu le président Keïta jusqu'en 2016, mais leurs relations sont ensuite devenues de plus en plus tendues.

¹¹⁵ Entretiens de Crisis Group, conseillers du Premier ministre et responsables gouvernementaux, Mopti, janvier et mars 2018.

¹¹⁶ Le président de la commission du programme de DDR a distribué des registres à plusieurs groupes armés à Mopti et les a invités à inscrire leurs combattants. D'autres registres ont été distribués dans chacun des huit cercles de Mopti pour permettre aux individus armés non affiliés à un groupe ou même aux jihadistes de s'inscrire pour participer au processus de DDR.

¹¹⁷ L'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a annoncé que l'objectif du programme de DDR était d'« offrir une voie de sortie à ceux qui ont rejoint [les groupes jihadistes] faute d'autres perspectives ». Premier ministre du Mali, « Le Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga à l'Assemblée nationale », 7 janvier 2019.

Jusqu'à présent, il est difficile de juger du succès de ce programme de désarmement. En février 2019, le gouvernement a annoncé que plus de 5 000 combattants – un nombre impressionnant – s'étaient inscrits.¹¹⁸ Parmi eux pourraient figurer quelques combattants jihadistes. Mais une large majorité des insurgés de la Katiba Macina l'ont jusqu'ici boycotté ; ils n'ont pas l'approbation de leurs dirigeants pour y participer et suspectent le gouvernement de vouloir utiliser le programme pour les arrêter.¹¹⁹ Les insurgés ayant refusé de déposer les armes, il est devenu plus difficile de convaincre les milices communautaires souvent impliquées dans la lutte contre les jihadistes de le faire également. La persistance de la violence intercommunautaire a également un effet dissuasif important. Sur les 5 000 combattants qui, selon le gouvernement, participent au programme, on ignore combien ont réellement déposé les armes.

Entre-temps, le gouvernement a chargé des ONG de la médiation de mener un dialogue intercommunautaire au centre du Mali, tout en excluant explicitement les jihadistes.¹²⁰ Le 28 août 2018, après une médiation du Centre pour le dialogue humanitaire, 34 chefs de village de la région de Mopti se sont réunis à Sévaré pour signer un accord visant à mettre fin aux violences intercommunautaires. A la suite de cela, certaines milices ont déposé les armes. Mais alors que les attaques jihadistes continuaient, la trêve n'a pas tenu. Dans certaines régions, le nombre d'assassinats, de raids et de vols de bétail a depuis lors augmenté.¹²¹ Tout comme le programme de désarmement, de tels cessez-le-feu ont peu de chances d'être pérennes s'ils n'incluent pas tous ceux qui combattent sur le terrain, y compris les jihadistes.

¹¹⁸ Conseil de Sécurité des Nations unies, « Situation au Mali : rapport du Secrétaire général, mars 2019 », S/2019/262, 26 mars 2019.

¹¹⁹ Entretien de Crisis Group, membre de la commission du programme de DDR à Mopti, Mopti, janvier 2019. Une vidéo sur un groupe d'individus armés présentés comme d'anciens jihadistes participant au programme de DDR a circulé sur les réseaux sociaux.

¹²⁰ Au moins une ONG internationale, Centre for Humanitarian Dialogue, a reçu un mandat du gouvernement malien pour jouer un rôle de médiateur dans le centre du Mali et tenter d'endiguer le conflit. Entretien de Crisis Group, ONG de médiation, octobre 2018 et janvier 2019.

¹²¹ En janvier et en mars 2019, le centre du Mali a connu les deux attaques les plus meurtrières depuis le début du conflit en 2015. Le 1^{er} janvier 2019, des milices présumées Dogon ont attaqué le village peul de Koulogon et tué 36 civils, blessé neuf autres, et brûlé plus d'une centaine de maisons et des dizaines de granges. Le 23 mars, dans des circonstances similaires, des milices supposément Dozo ont attaqué le village peul d'Ogassagou, tuant 157 personnes, en blessant 65 autres et brûlant plus de 200 maisons. Une attaque de cette ampleur est inédite dans l'histoire du Mali. Voir Minusma, « Communiqué de presse: Conclusions préliminaires de la mission d'enquête spéciale sur les graves atteintes aux droits de l'homme commis à Ogassagou le 23 mars 2019 », 2 mai 2019.

VI. Options de dialogue pour sortir de l'impasse

L'approche actuelle du gouvernement malien et de ses partenaires occidentaux montre ses limites ; engager un dialogue avec, entre autres, les insurgés de la Katiba Macina pourrait permettre de les dépasser. Le gouvernement pourrait explorer deux options en ce sens. La première consisterait à tenter de relancer les pourparlers avec les dirigeants de la Katiba Macina, en ranimant l'idée d'un débat entre des érudits religieux et Hamadoun Koufa, tout en veillant à désamorcer les éventuelles résistances à cette initiative. La seconde viserait à promouvoir un dialogue politique plus inclusif impliquant toutes les communautés du centre du Mali, y compris celles qui soutiennent et sympathisent avec les jihadistes, afin de déterminer ensemble les causes du conflit, de se mettre d'accord sur la manière de s'y attaquer et de mieux définir le rôle de l'Etat dans ce processus.

Explorer ces options n'obligerait pas à mettre fin aux opérations militaires, aux projets de développement ni au programme de DDR, mais il implique un clair changement de cap. Plutôt que de chercher à acculer les jihadistes de sorte qu'ils n'aient plus d'autre choix que de se rendre ou de quitter la région, les militaires pourraient maintenir un certain niveau de pression mais accepter des cessez-le-feu temporaires et locaux lorsque les médiateurs estiment qu'il est temps de donner plus de place au dialogue. Entre-temps, le programme de DDR du gouvernement devrait tout au moins continuer de laisser la porte ouverte aux jihadistes qui ont rejoint l'insurrection contre leur gré, ou qui l'ont fait délibérément mais le regrettent désormais et souhaitent déposer les armes. Le gouvernement à Bamako devrait néanmoins reconnaître que peu d'entre eux sont susceptibles de le faire tant que leurs dirigeants jurent de poursuivre les combats. Il devrait éviter toutes les mesures agressives visant à diviser le mouvement ; elles ont peu de chances de fonctionner et pourraient entraver les efforts visant à ouvrir des voies de communication avec ses dirigeants.

A. *S'efforcer de nouer le contact avec la Katiba Macina*

Le gouvernement malien devrait envisager de redoubler d'efforts pour nouer le contact avec des individus proches de la Katiba Macina, en vue de dialoguer avec les dirigeants du mouvement. De tels efforts sont non seulement difficiles et susceptibles de controverses mais leur succès est également loin d'être garanti. Cependant, étant donné le manque d'autres bonnes options, ils valent la peine d'être poursuivis.

Le gouvernement malien pourrait chercher à initier un dialogue local avec les hommes de confiance du chef de la Katiba Macina, Hamadoun Koufa. Ce dernier a rejeté en août 2017 l'invitation des élites peul à des pourparlers, affirmant que de tels pourparlers devraient avoir lieu avec son chef Iyad ag Ghaly. Rien n'indique que sa position a évolué sur ce point et la question de savoir, d'autre part, si le dialogue avec ag Ghaly lui-même pourrait être une option reste ouverte (un prochain briefing de Crisis Group explorera les perspectives pour cette dernière option). Cependant Koufa a ouvert une porte d'entrée en exprimant sa volonté de participer au moins à un dialogue religieux avec trois érudits musulmans, dont Mahmoud Dicko.¹²² Le gou-

¹²² Voir aussi la note de bas de page 68.

vernement pourrait encourager un tel dialogue, en donnant explicitement mandat à des chefs religieux, y compris aux trois érudits mentionnés par Koufa, pour discuter avec lui ou ses représentants.

De tels pourparlers auraient probablement, dans un premier temps, des résultats tout au plus modestes, mais leur ambition pourrait s'étoffer au fil du temps. Les érudits musulmans pourraient par exemple commencer par chercher à établir des contacts et explorer des options pour réduire la violence, par exemple à travers des cessez-le-feu locaux ou via le retour négocié de certains fonctionnaires, potentiellement ceux qui fournissent les services, en particulier vétérinaires et sanitaires, que les communautés réclament dans les zones sous contrôle jihadiste. Ils pourraient éventuellement rechercher avec les représentants de la Katiba Macina des sujets de compromis potentiels et formuler des propositions concrètes de réformes politiques et religieuses. Celles-ci pourraient comprendre, par exemple, la création d'un poste officiel de *qadi* nommé par les autorités locales dans certains districts du centre du Mali – comme c'est le cas en Mauritanie et au Nigéria – ou l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif national afin d'améliorer les perspectives professionnelles de leurs diplômés. Ce dialogue initial pourrait également ouvrir un canal par lequel les autorités maliennes pourraient discuter d'accords transactionnels, comme les cessez-le-feu ou l'accès à l'aide, mais aussi de mesures plus directement politiques, peut-être même en s'entretenant directement avec Koufa sur ces questions.

Le gouvernement devrait prendre des mesures pour désamorcer les résistances que de tels efforts risquent de générer. Une partie des élites de Bamako et de nombreux Maliens du centre sont susceptibles d'interpréter ces contacts comme une étape vers un accord avec les jihadistes et l'application de la Charia, tandis que les puissances occidentales risquent d'y voir la légitimation d'une organisation terroriste impliquée dans des crimes de sang. Les responsables maliens pourraient indiquer clairement qu'en dépit de ces pourparlers, ils ne cautionnent pas la vision des jihadistes pour le pays. Pour contrer la résistance potentielle des gouvernements occidentaux, le gouvernement devrait garantir comme condition préalable à tout accord que les insurgés s'engagent à renoncer à leurs liens transnationaux. Les dirigeants maliens pourraient également souligner auprès de leurs homologues occidentaux qu'ils portent un lourd fardeau financier et militaire dans une guerre dont on ne voit pas l'issue, et qu'ils ont intérêt à permettre au gouvernement malien d'explorer toutes les options pour y mettre un terme.

Malgré les difficultés, il existe peut-être une certaine marge de manœuvre. En réalité, l'islam régleme déjà une grande partie de la vie rurale au Mali, notamment en matière de famille, de mariage, d'héritage et de divorce. La plupart des Maliens, en particulier dans les zones rurales, se tournent d'abord vers les autorités traditionnelles ou religieuses pour régler les conflits familiaux et fonciers, et ce n'est qu'après avoir épuisé ces voies traditionnelles qu'ils ont recours aux tribunaux, d'ailleurs dysfunctionnels, de l'Etat.¹²³ Si, par exemple, le gouvernement officialisait les tribunaux islamiques, cela n'aurait probablement pas d'impact majeur sur le comportement des citoyens ou sur l'autorité de l'Etat. Cela pourrait même renforcer la légitimité de

¹²³ Voir « Résumés des résultats : 6ème tour de l'enquête Afrobaromètre. Mali 2014 », Afrobaromètre, 2015.

l'Etat si les habitants des zones affectées voyaient dans cette décision une mesure susceptible de réduire la violence et de répondre aux besoins locaux.

B. *Un dialogue plus inclusif pour le centre du Mali*

Le jihad n'étant qu'une dimension de la crise au centre du Mali, le gouvernement malien devrait également engager un dialogue plus large avec les différents groupes d'intérêt présents dans la région, y compris ceux fondés sur l'appartenance ethnique. L'idée serait de parvenir à une conception commune des griefs et des clivages qui sous-tendent la violence et des moyens d'y répondre. Etant donné la faiblesse chronique de l'Etat au centre du Mali, il s'agirait aussi de discuter de ce qu'impliquerait son retour dans la région. Les questions à l'ordre du jour pourraient inclure, par exemple, la réglementation de l'accès aux ressources naturelles, le rétablissement de mécanismes locaux de sécurité et de justice, les formes d'autorité décentralisée et de représentation politique envisageables ou encore le type de système éducatif, tant francophone que coranique, adaptée à la région. Une telle démarche pourrait aider à dissiper les craintes de ceux qui pensent que le dialogue avec les jihadistes leur portera préjudice. Ce dialogue ne devrait pas nécessairement impliquer directement les *yimbé laddé* en tant que tel; en fait, cela serait probablement impossible sauf si les efforts pour parler à Hamadoun Koufa portent leurs fruits. Mais les groupes sociaux qui leur sont les plus favorables, y compris parmi les nomades peul et les élèves des écoles coraniques, devraient être impliqués.

La mission de bons offices est riche d'enseignements sur la forme qu'un tel dialogue pourrait revêtir et la façon dont il pourrait être mené. Il devrait dépasser les forums périodiques que le gouvernement avait l'habitude d'organiser jusqu'ici.¹²⁴ Par ailleurs, il devrait être aussi inclusif que possible et animé par un large éventail de personnes, y compris des représentants de l'Etat, des autorités traditionnelles, des chefs religieux et des représentants de la société civile. Il devrait susciter une mobilisation par la base, tout en facilitant l'émergence de leaders reconnus par les communautés. Contrairement à la mission de bons offices, qui a tourné court en raison du changement de gouvernement, le dialogue doit être initié puis soutenu publiquement et avec constance par la présidence de la République du Mali.

Les obstacles à un tel dialogue sont nombreux. Les négociations d'Alger qui ont abouti à l'accord de Bamako en 2015 visaient à donner la parole aux différentes parties prenantes au Nord du Mali. Mais les luttes qui ont suivi pour le mettre en œuvre, montrent combien il est difficile d'organiser des pourparlers inclusifs, de parvenir à un accord et de le faire appliquer.¹²⁵ Tout comme dans le Nord, le défi est d'autant plus grand que les structures politiques du centre du Mali se sont effondrées après quelques années d'insurrection. La plupart des élus ont fui leur circonscription et ont perdu beaucoup de leur influence. La légitimité des autorités traditionnelles en-

¹²⁴ Plusieurs forums ont eu lieu à Mopti depuis 2016, notamment le Forum de Mopti sur la réconciliation et la paix en janvier 2016 et le Forum des victimes et associations de victimes de la région de Mopti en avril 2017.

¹²⁵ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°226, *Mali : la paix à marche forcée ?*, 22 mai 2015 ; le briefing Afrique de Crisis Group N°104, *Mali : dernière chance à Alger*, 18 novembre 2014 ; et le briefing Afrique de Crisis Group N°115, *Mali : la paix venue d'en bas ?*, 14 décembre 2015.

core en place est souvent contestée. Enfin, il n'est pas établi non plus que les jihadistes qui contrôlent les zones rurales permettraient aux habitants de participer à un tel dialogue inclusif. Il pourrait d'ailleurs s'agir d'une question sur laquelle les érudits religieux essayant d'établir le contact avec les dirigeants de la Katiba Macina pourraient rechercher un compromis.

Le président pourrait, dans un premier temps, nommer un représentant spécial ayant plein mandat pour définir les modalités concrètes d'un tel dialogue puis animer les débats. Ce représentant devrait travailler avec les élites locales et les personnalités influentes, comme des maîtres coraniques et des notables traditionnels, pour réduire le risque que les jihadistes interrompent le processus même s'ils y sont opposés.

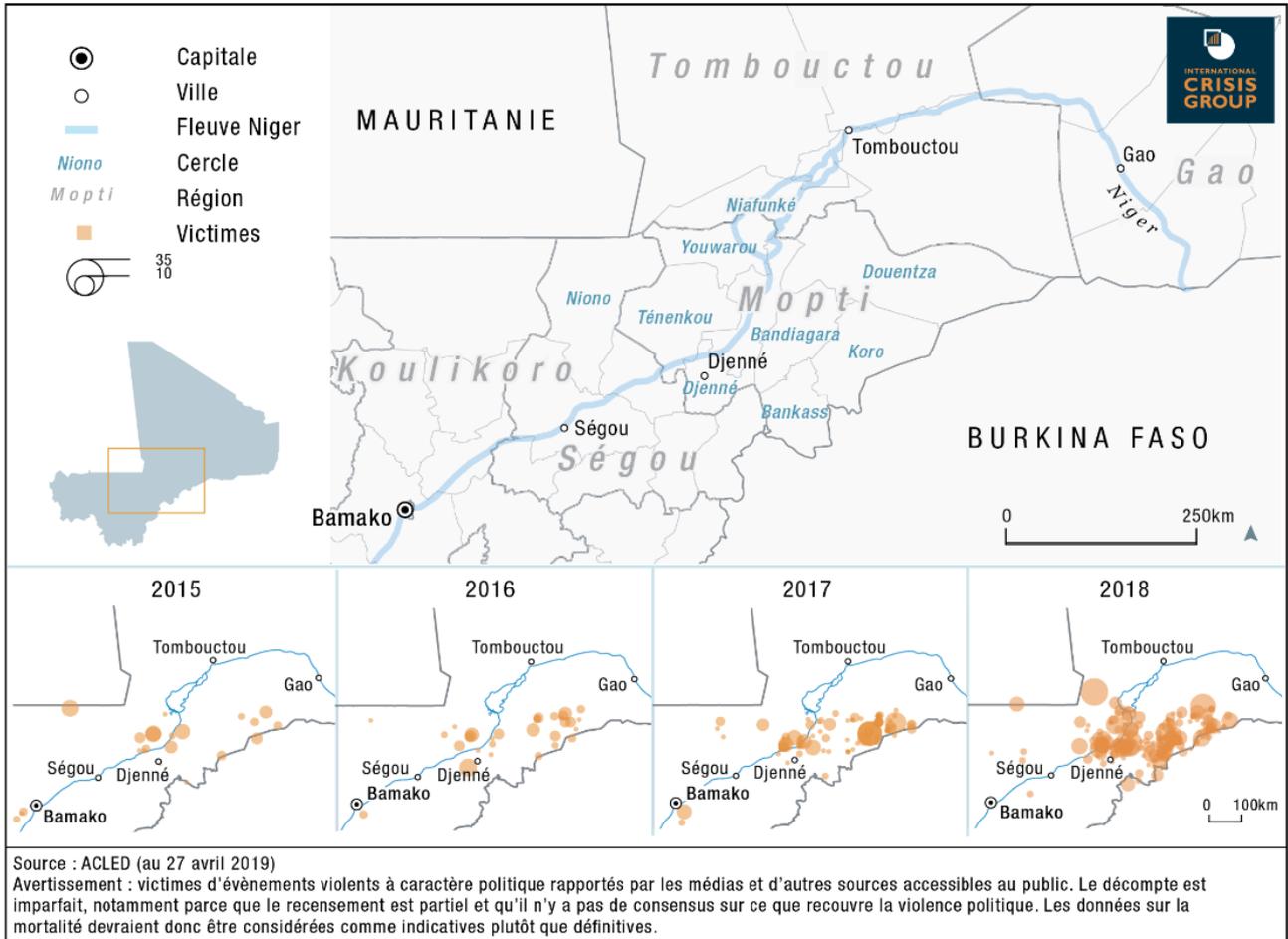
VII. Conclusion

Les violences qui touchent le centre du Mali sont plus meurtrières que nulle part ailleurs dans le pays. Elles ont fait plus d'un millier de morts au cours des quatre dernières années. La réponse de l'Etat, qui s'appuie principalement sur la force militaire, complétée par l'aide au développement, n'a jusqu'à présent pas permis de diminuer les niveaux de violence de façon significative. Les opérations militaires ont renforcé la présence de l'Etat dans les villes. Mais les insurgés de la Katiba Macina contrôlent de vastes territoires ruraux et continuent de recruter en tirant parti de profonds griefs locaux. Rien ne suggère que le mouvement sera vaincu prochainement. Entre-temps, les attaques jihadistes et les opérations contre-insurrectionnelles ont alimenté les violences intercommunautaires, qui font désormais plus de victimes que les combats entre forces de sécurité et insurgés. Si l'aide au développement est cruciale au centre du Mali, les résultats obtenus dans cette région et ailleurs dans le Sahel semblent indiquer que cet outil est inefficace pour lutter contre les insurrections ; il ne permet pas de diminuer le soutien dont bénéficient les insurgés et a peu de chances d'améliorer suffisamment la vie des gens en l'absence d'un minimum de sécurité.

Alors que les politiques existantes s'enlisent et qu'il reste peu d'autres bonnes options, le gouvernement malien devrait envisager d'établir le contact avec les insurgés et leurs partisans, que ce soit en ouvrant une communication directe avec les dirigeants de la Katiba Macina ou en initiant un dialogue plus large avec les couches sociales qui lui sont le plus favorable. Ces efforts ne se feront pas sans mal : ils risquent notamment de susciter des oppositions parmi les communautés les plus touchées par la violence jihadiste mais aussi à Bamako ou dans les capitales étrangères ; Hamadou Koufa lui-même a jusqu'ici rejeté le dialogue. Par ailleurs, ces efforts n'aboutiront certainement pas à une cessation immédiate des hostilités et rien ne garantit qu'ils produiront des résultats importants même avec le temps. Ils ne constituent pas non plus une alternative à la force : le gouvernement malien et ses partenaires internationaux devraient maintenir des opérations militaires qui, depuis début 2018, ont au moins freiné l'avancée des jihadistes. Mais une approche qui associe ces opérations à des efforts de dialogue pourrait aider à contourner l'impasse actuelle et faire émerger de nouvelles pistes pour endiguer la violence et faire avancer la paix.

Dakar/Bruxelles, 28 mai 2019

Annexe A : Evolution de la violence au centre du Mali (2015-2018)



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico, Rabat, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Irish Aid, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Charles Koch Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Korea Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, UniKorea Foundation et Wellspring Philanthropic Fund.

Crisis Group remercie ses donateurs, et tout particulièrement l'Union européenne, pour le financement de ce rapport.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2016

Rapports et Briefings Spéciaux

Exploiter le chaos : al-Qaeda et l'Etat islamique, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en anglais et en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Afrique australe

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Afrique centrale

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive ?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrication d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigéria : les femmes et Boko Haram, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of School-children in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Corne de l'Afrique

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Robert Fadel

Ancien membre du parlement du Liban ; propriétaire et membre du conseil du groupe ABC

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Yoriko Kawaguchi

Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
BP	(5) Anonyme	Stephen Robert
Shearman & Sterling LLP	Scott Bessent	Luděk Sekyra
Statoil (U.K.) Ltd.	David Brown & Erika Franke	Alexander Soros
White & Case LLP	Herman De Bode	Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES	DONATEURS PRIVES	
Anonyme	(3) Anonyme	Faisel Khan
APCO Worldwide Inc.	Mark Bergman	Cleopatra Kitti
Atlas Copco AB	Stanley Bergman & Edward Bergman	Michael & Jackie Lambert
Chevron		Samantha Lasry
Edelman UK	David & Katherine Bradley	Leslie Lishon
Eni	Eric Christiansen	Malcolm Hewitt Wiener Foundation
HSBC Holdings Plc	Sam Englehardt	The New York Community Trust – Lise Strickler & Mark Gallogly Charitable Fund
MetLife	The Edelman Family Foundation	
Noble Energy	Seth & Jane Ginns	The Nommontu Foundation
RBC Capital Markets	Ronald Glickman	Brian Paes-Braga
Shell	David Harding	Kerry Propper
	Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti	Duco Sickinghe
	Geoffrey Hsu	Nina K. Solarz
	David Jannetti	Clayton E. Swisher
		Enzo Viscusi

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Amy Benziger	Lindsay Iversen	Nidhi Sinha
Tripp Callan	Azim Jamal	Chloe Squires
Kivanc Cubukcu	Arohi Jain	Leeanne Su
Matthew Devlin	Christopher Louney	Bobbi Thomason
Victoria Ergolavou	Matthew Magenheim	AJ Twombly
Noa Gafni	Madison Malloch-Brown	Dillon Twombly
Christina Bache	Megan McGill	Annie Verderosa
Lynda Hammes	Hamesh Mehta	Zachary Watling
Jason Hesse	Tara Opalinski	Grant Webster
Dalí ten Hove	Perfecto Sanchez	

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari Président émérite	Christoph Bertram	Wolfgang Ischinger
George Mitchell Président émérite	Lakhdar Brahimi	Aleksander Kwasniewski
Gareth Evans Président émérite	Kim Campbell	Ricardo Lagos
Kenneth Adelman	Jorge Castañeda	Joanne Leedom-Ackerman
Adnan Abu-Odeh	Joaquim Alberto Chissano	Todung Mulya Lubis
HRH Prince Turki al-Faisal	Victor Chu	Graça Machel
Celso Amorim	Mong Joon Chung	Jessica T. Mathews
Óscar Arias	Sheila Coronel	Miklós Németh
Richard Armitage	Pat Cox	Christine Ockrent
Diego Arria	Gianfranco Dell'Alba	Timothy Ong
Zainab Bangura	Jacques Delors	Roza Otunbayeva
Nahum Barnea	Alain Destexhe	Olara Otunnu
Kim Beazley	Mou-Shih Ding	Lord (Christopher) Patten
Shlomo Ben-Ami	Uffe Ellemann-Jensen	Surin Pitsuwan
	Stanley Fischer	Fidel V. Ramos
	Carla Hills	Olympia Snowe
	Swanee Hunt	Javier Solana